



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 27631

Numéro SIREN : 824 303 275

Nom ou dénomination : AB HOLDING COMPAGNY

Ce dépôt a été enregistré le 21/08/2017 sous le numéro de dépôt 86177

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 21-08-2017

N° DE DEPOT : 2017R086177

N° GESTION : 2016B27631

N° SIREN : 824303275

DENOMINATION : AB HOLDING COMPAGNY

ADRESSE : 22 avenue de l'Opéra 75001 Paris

DATE D'ACTE : 07-06-2017

TYPE D'ACTE : Extrait de procès-verbal

NATURE D'ACTE : Augmentation du capital social

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
PUIS DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES
EN DATE DU 7 JUIN 2017**

EXTRAIT

DEBUT D'EXTRAIT

DECISION N°1

(Approbation des apports en nature consentis à la Société, de leur évaluation, de leur rémunération et constatation de la levée de toutes les conditions suspensives)

L'associé unique, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président,
- du Contrat d'Apport,
- du rapport du Commissaire aux apports en date du 30 mai 2017,
- du Récépissé de Dépôt,

Prend acte que lui, associé unique, la société FINANCIERE AB MANAGMENT, fait apport à la Société de :

- (i) 369 actions ordinaires de la société AB TRADING d'une valeur nominale de 1.000 euros chacune qu'il détient sur les 500 actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 500.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 433 504 230, pour une valeur globale de 16.999.615,98 euros ;
- (ii) la totalité des 500 actions ordinaires de la société AB BRANDING DEVELOPMENT d'une valeur nominale de 50 euros chacune qu'il détient et qui représentent la totalité des actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 25.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 529 893 042, pour une valeur globale de 5.718.749 euros ;
- (iii) la totalité des 500 actions ordinaires de la société AB SOURCING d'une valeur nominale de 50 euros chacune qu'il détient et qui représentent la totalité des actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 25.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 808 541 304, pour une valeur globale de 378.446 euros ; et,
- (iv) la totalité des 500 actions ordinaires de la société AB RETAILING d'une valeur nominale de 10 euros chacune qu'il détient et qui représentent la totalité des actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 5.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 824 305 528, pour une valeur globale de 6.867.095 euros ;

Ci-après indifféremment désignés ensemble les "**Apports**".

Approuve, conformément à l'article L.225-147 du Code de commerce :

Enregistré à : SIE DE PARIS IER POLE ENREGISTREMENT

Le 07/07/2017 Bordereau n°2017/655 Case n°11

Ext 4309

Enregistrement : 500 € Pénalités :

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

L'Agent administratif des finances publiques

Jean-François DEWELLE
Agent des Finances
Publiques

- 1) le Contrat d'Apport ainsi que l'évaluation des Apports, s'élevant à la valeur globale de 29.963.905,98 euros ;
- 2) la rémunération des Apports, soit 29.963.905 actions ordinaires nouvelles de la Société d'une valeur réelle globale de 29.963.905 euros, incluant une valeur nominale d'un (1) euro par action; l'écart entre le montant de l'apport et la valeur nominale des actions nouvelles attribuées à l'Apporteur, soit 0,98 euro, sera porté en prime d'apport ;
- 3) les termes du rapport précité du Commissaire aux apports.

Constate la réalisation de toutes les conditions suspensives auxquelles l'Apport était subordonné.

L'associé unique, rappelant que la procédure d'approbation des apports en nature prévue à l'article L. 225-10 du Code de commerce n'est pas applicable aux sociétés par actions simplifiée unipersonnelles lorsque l'apporteur est l'associé unique dans la mesure où cette procédure n'est pas compatible avec les règles de fonctionnement d'une SASU, adopte la présente décision.

EXTRAIT

DECISION N°2

(Augmentation du capital de la Société d'un montant nominal de 29.963.905 euros en rémunération des apports en nature)

L'associé unique, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président,
- du Contrat d'Apport,
- du rapport du Commissaire aux apports en date du 30 mai 2017,
- du Récépissé de Dépôt,

Et, en conséquence de l'adoption de la Décision n°1,

Constate, compte tenu de la réalisation des Apports, la réalisation de l'augmentation du capital social de la Société y afférente, pour une valeur nominale de 29.963.905 euros par émission de 29.963.905 actions ordinaires nouvelles de 1 euro chacune, incluant une valeur nominale unitaire d'un (1) euro, portant ainsi le capital d'un montant de 1.000 euros à un montant de 29.964.905 euros, désormais divisé en 29.964.905 actions ordinaires d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune,

Constate que compte tenu de la réalisation de cette augmentation de capital, la Société détient désormais 73,80% du capital social de la société AB TRADING, 100% du capital social de la société AB BRANDING DEVELOPMENT, 100% du capital social de la société AB SOURCING et 100% du capital social de la société AB RETAILING.

L'associé unique, rappelant que la procédure d'approbation des apports en nature prévue à l'article L. 225-10 du Code de commerce n'est pas applicable aux sociétés par actions simplifiée unipersonnelles lorsque l'apporteur est l'associé unique dans la mesure où cette procédure n'est pas compatible avec les règles de fonctionnement d'une SASU, adopte la présente décision.

EXTRAIT

DECISION N°3

(Modifications corrélatives de la première page des statuts de la Société ainsi que des dispositions de l'Article 6 et de l'Article 7 desdits statuts)

L'associé unique, après avoir pris connaissance :

– du rapport du Président,

Et, en conséquence de l'adoption de la Décision n°1 et de la Décision n°2,

Décide de modifier la première page des statuts de la Société ainsi que les dispositions de l'Article 6 et de l'Article 7 desdits statuts,

La première page des statuts est, en conséquence, modifiée comme suit :

"AB HOLDING COMPAGNY

Société par Actions Simplifiée
Au capital de 29.964.905 euros
Siège social : 22, avenue de l'Opéra 75001 Paris

STATUTS

Mis à jour par décision de l'associé unique en date du 7 juin 2017"

L'Article 6 des statuts de la Société est, en conséquence, modifié comme suit :

"Article 6 : FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution, il a été fait apport d'une somme de 1.000 euros libérée intégralement.

Cette somme de 1.000 euros a été déposée dès avant la constitution sur un compte ouvert auprès de la banque au nom de la Société en formation, ainsi qu'en atteste le certificat établi par ladite banque.

Suivant le contrat d'apport en nature conclu entre la Société et son associé unique, la société FINANCIERE AB MANAGMENT, le 10 mai 2017, ladite société FINANCIERE AB MANAGMENT a fait apport à la Société de :

- (i) 369 actions ordinaires de la société AB TRADING d'une valeur nominale de 1.000 euros chacune qu'elle détient sur les 500 actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 500.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 433 504 230, pour une valeur globale de 16.999.615,98 euros ;
- (ii) la totalité des 500 actions ordinaires de la société AB BRANDING DEVELOPMENT d'une valeur nominale de 50 euros chacune qu'elle détient et qui représentent la totalité des actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 25.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 529 893 042, pour une valeur globale de 5.718.749 euros ;
- (iii) la totalité des 500 actions ordinaires de la société AB SOURCING d'une valeur nominale de 50 euros chacune qu'elle détient et qui représentent la totalité des actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 25.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 808 541 304, pour une valeur globale de 378.446 euros ; et,

- (iv) la totalité des 500 actions ordinaires de la société AB RETAILING d'une valeur nominale de 10 euros chacune qu'elle détient et qui représentent la totalité des actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 5.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 824 305 528, pour une valeur globale de 6.867.095 euros ;

Suivant la décision de l'associé unique en date du 7 juin 2017, sur la base du rapport du Commissaire aux apports en date du 30 mai 2017 déposé au Greffe du Tribunal de commerce le 30 mai 2017 et du récépissé de dépôt délivré par ledit Greffe en date du 30 mai 2017, l'associé unique a approuvé ledit apport, sa valorisation et sa rémunération, soit une rémunération de 29.963.905 actions ordinaires nouvelles de la Société d'une valeur nominale d'un (1) euro valorisées ensemble à 29.963.905 euros, et a constaté la réalisation de l'augmentation de capital y afférente, d'un montant nominal de 29.963.905 euros, l'écart entre le montant de l'apport et la valeur nominale des actions nouvelles attribuées à l'Apporteur, soit 0,98 euro sera porté en prime d'apport."

L'Article 7 des statuts de la Société est, en conséquence, modifié comme suit :

"Article 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 29.964.905 euros. Il est divisé en 29.964.905 actions ordinaires de même catégorie d'un (1) euro chacune, libérées intégralement."

La présente décision est adoptée par l'associé unique.

EXTRAIT

DECISION N°7

(Création d'une catégorie d'actions de préférence dites "ADP 2017-1" - modalités et définition des droits et obligations attachés aux ADP 2017-1)

L'associé unique, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président,
- du rapport du Commissaire aux avantages particuliers concernant la nouvelle catégorie d'actions de préférence, les "ADP 2017-1",

Décide de créer une catégorie d'actions de préférence dont les droits y attachés sont décrits à l'article 12 des statuts de la Société figurant en Annexe A des présentes.

La présente décision est adoptée par l'associé unique.

EXTRAIT

DECISION N°8

(Ajout (i) d'un nouvel Article 12 relatif aux droits et obligations attachés aux actions et suppression corrélatrice de l'Article 13 (Droits et obligations attachés aux actions), (et (ii) d'une Annexe A (Définitions) dans les statuts de la Société ; modification de la numérotation des Articles subséquents desdits statuts, modification des dispositions des Articles nouvellement numérotés 35 et 38 (anciennement Articles 32 et 35) desdits statuts)

L'associé unique, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président,
- du rapport du Commissaire aux avantages particuliers concernant la nouvelle catégorie

d'actions de préférence, les "ADP 2017-1",

En conséquence de l'adoption de la Décision n°7 ci-dessus,

Décide d'ajouter (i) un nouvel Article 12 aux statuts de la Société intitulé "Droits et obligations attachés aux actions", (ii) un nouvel Article 39 aux statuts de la Société intitulé "conversion des ADP 2017-1 en actions ordinaires de la Société" et (iii) une Annexe A aux statuts de la Société intitulée "Définitions".

Décide, en conséquence, (i) de supprimer corrélativement l'Article 14 des statuts intitulé "Droits et obligations attachés aux actions", (ii) de modifier la numérotation des Articles subséquents desdits statuts et (iii) de modifier les dispositions des Articles nouvellement numérotés 35 et 38 (anciennement Articles 32 et 35) intitulés respectivement "Fixation – Affectation et répartition des bénéfices" et "Dissolution – Liquidation" desdits statuts.

Les articles des statuts tels que modifiés figurent en **Annexe A** des présentes.

Les Articles des statuts numérotés de 12 à 36 avant ajout de l'Article 12 ci-dessus sont, en conséquence, désormais numérotés de 13 à 40.

EXTRAIT

DÉCISION N°9

(Augmentation de capital par apports en numéraire d'un montant nominal de 9.830.000 euros sans prime d'émission, par émission au pair de 9.830.000 actions de préférence nouvelles dites "ADP 2017-1" de 1 euro de valeur nominale chacune, avec suppression du droit préférentiel de souscription)

L'associé unique, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président,
- du rapport du Commissaire aux avantages particuliers ;
- du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur le projet d'augmentation de capital par apports en numéraire par émission d'actions de préférence nouvelles, les "ADP 2017-1", avec suppression du droit préférentiel de souscription,
- après avoir constaté que le capital social de la Société est entièrement libéré,
- après avoir pris connaissance de la documentation bancaire conclue avec les banques HSBC et Bpifrance Financement relative à un prêt senior d'un montant total de 3.500.000 euros.

En conséquence, de l'adoption de la Décision n°7 et de la Décision n°8 ci-dessus,

Décide sous réserve de l'adoption de la Décision n°10 relative à la suppression du droit préférentiel de souscription de l'associé unique, d'augmenter le capital social d'un montant total de 9.830.000 euros, sans prime d'émission, pour le porter de 29.964.905 euros à 39.794.905 euros, par la création et l'émission de 9.830.000 actions de préférence dites "ADP 2017-1" de 1 euro de valeur nominale chacune, émises au pair,

Décide que les 9.830.000 ADP 2017-1 nouvelles seront créées à compter de la date de la réalisation de l'augmentation de capital et seront, dès leur création, soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés ; elles donneront droit aux dividendes dont la distribution pourrait être décidée à compter de leur émission,

Décide que la souscription sera ouverte à compter de ce jour et jusqu'au 15 juin 2017 inclus et que ce délai de souscription pourra être clos par anticipation dès que l'augmentation de capital aura été souscrite en totalité,

Décide que la souscription sera constatée par la remise à la Société le 15 juin 2017 au plus tard de bulletins de souscription datés et signés par les souscripteurs, adressés à la Société soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par lettre remise en main propre au Président de la Société ou à un mandataire habilité contre décharge,

Décide que les fonds provenant de la souscription seront déposés auprès de la banque **HSBC**, sur le compte bancaire "augmentation de capital" ouvert à cet effet au nom de la Société,

Décide que les ADP 2017-1 seront libérées en totalité en numéraire à leur souscription,

Décide que les ADP 2017-1 seront créées avec jouissance au 1er jour de l'exercice en cours et que, pour le surplus, elles seront, dès leur création, soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions sociales,

Confère au Président tous pouvoirs à l'effet de (i) recueillir la souscription en numéraire aux ADP 2017-1, recevoir les versements, le cas échéant, et en faire le dépôt auprès de la banque dépositaire des fonds, (ii) obtenir du dépositaire des fonds, selon le cas, le certificat attestant la libération des ADP 2017-1 à souscrire et libérées en numéraire, et, (iii) plus généralement, accomplir tous actes, toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires.

La présente décision est adoptée par l'associé unique.

EXTRAIT

DECISION N°10

(Suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes ou de catégories de personnes dénommées au titre de l'augmentation de capital objet de la Décision n°9)

L'Associé unique, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président ;
- du rapport spécial du Commissaire aux avantages particuliers ;
- du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur le projet d'augmentation de capital par apports en numéraire par émission d'actions de préférence nouvelles, les " ADP 2017-1", avec suppression du droit préférentiel de souscription,

En conséquence de la Décision n°9 ci-dessus,

Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription résultant de l'article L.225-132 du Code de commerce, et de réserver la souscription des 9.830.000 ADP 2017-1 nouvelles émises en application de décision précédente, au profit des personnes suivantes et dans les proportions décrites ci-dessous :

Identité des souscripteurs	Nombre d'ADP 2017-1 à souscrire	Montant total de la souscription
FONDS PATRIMOINE ET CREATION 2 27-31, avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons Alfort, représentée par Bpifrance Investissement, 27-31, avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons Alfort, 433 975 224 RCS Créteil	7.000.000	7.000.000 €
FIP ECUREUIL N°11 5, rue de Montessuy, 75007 Paris, représentée par ALLIANCE ENTREPRENDRE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris, 399 192 327 RCS Paris	753.569	753.569 €
FIP ALLIANCE 2015	596.431	596.431 €

5, rue de Monttessuy, 75007 Paris, représentée par ALLIANCE ENTREPRENDRE, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris, 399 192 327 RCS Paris		
CE DEV 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris, représentée par ALLIANCE ENTREPRENDRE, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris, 399 192 327 RCS Paris	1.480.000	1.480.000 €
Total	9.830.000	9.830.000 €

En conséquence, l'associé unique décide que le délai de souscription se trouvera clos par anticipation dès que l'augmentation de capital aura été intégralement souscrite par les souscripteurs ci-dessus visés.

La séance est suspendue pour permettre :

- (i) à FONDS PATRIMOINE ET CREATION 2 et à FIP ECUREUIL N°11, FIP ALLIANCE 2015 et CE DEV de souscrire en numéraire les 9.830.000 ADP 2017-1 nouvelles ;
et
- (ii) à la banque HSBC de délivrer, à réception des fonds, l'attestation de dépôt des fonds constatant la souscription susvisée.

Puis la séance reprend.

EXTRAIT

DECISION N°11

(Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital objet de la Décision n°9 et de la Décision n°10)

L'associé unique, connaissance prise de la souscription des 9.830.000 ADP 2017-1 nouvelles conformément à la Décision n°9 et à la Décision n°10 qui précèdent, et prenant acte de l'attestation de dépôts des fonds correspondant établie par la banque HSBC,

Constate que les 9.830.000 ADP 2017-1 nouvelles sont intégralement souscrites et libérées,

Constate en conséquence, que l'augmentation de capital de la Société, d'un montant total de 9.830.000 euros, sans prime d'émission, par émission au pair par la Société de 9.830.000 ADP 2017-1 nouvelles, visée dans la Décision n°9 et dans la Décision n°10 est définitivement réalisée,

En conséquence de la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant total de 9.830.000 euros correspondant au montant nominal total de l'augmentation de capital, sans prime d'émission, par émission au pair par la Société de 9.830.000 ADP 2017-1 nouvelles de valeur nominale de 1 euro chacune, ainsi que l'inscription des ADP 2017-1 nouvellement émises sur le registre des mouvements de titres et le report de cette inscription sur les comptes individuels d'associés des souscripteurs, l'associé unique décide que la séance se poursuivra en présence de FONDS PATRIMOINE ET CREATION 2, FIP ECUREUIL N°11, FIP ALLIANCE 2015 et CE DEV, en leur qualité de nouveaux associés, et qu'il sera délibéré sur les décisions ci-après dans les conditions des décisions collectives d'associés telles que prévues par les statuts de la Société.

La séance reprend, incluant FONDS PATRIMOINE ET CREATION 2, FIP ECUREUIL N°11, FIP ALLIANCE 2015 et CE DEV, nouveaux associés.

AB

DECISIONS N°12

(Modifications corrélatives de la première page des statuts de la Société ainsi que des dispositions de l'Article 6 et de l'Article 7 desdits statuts)

La collectivité des associés, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions extraordinaires, après avoir pris connaissance :

– du rapport du Président,

Et, en conséquence de l'adoption de la Décision n°9, de la Décision n°10 et de la Décision n°11 ci-dessus,

Décide de modifier la première page des statuts de la Société ainsi que les dispositions de l'Article 6 et de l'Article 7 desdits statuts,

La première page des statuts est, en conséquence, modifiée comme suit :

"AB HOLDING COMPAGNY
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 39.794.905 euros
Siège social : 22, avenue de l'Opéra 75001 Paris

STATUTS

Mis à jour par décision de l'associé unique et de la collectivité des associés en date du 7 juin 2017"

L'Article 6 des statuts de la Société est, en conséquence, modifié comme suit :

"Article 6 : FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution, il a été fait apport d'une somme de 1.000 euros libérée intégralement.

Cette somme de 1.000 euros a été déposée dès avant la constitution sur un compte ouvert auprès de la banque au nom de la Société en formation, ainsi qu'en atteste le certificat établi par ladite banque.

Suivant le contrat d'apport en nature conclu entre la Société et son associé unique, la société FINANCIERE AB MANAGMENT, le 10 mai 2017, ladite société FINANCIERE AB MANAGMENT a fait apport à la Société de :

- (i) 369 actions ordinaires de la société AB TRADING d'une valeur nominale de 1.000 euros chacune qu'elle détient sur les 500 actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 500.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 433 504 230, pour une valeur globale de 16.999.615,98 euros ;
- (ii) la totalité des 500 actions ordinaires de la société AB BRANDING DEVELOPMENT d'une valeur nominale de 50 euros chacune qu'elle détient et qui représentent la totalité des actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 25.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 529 893 042, pour une valeur globale de 5.718.749 euros ;
- (iii) la totalité des 500 actions ordinaires de la société AB SOURCING d'une valeur nominale de 50 euros chacune qu'elle détient et qui représentent la totalité des actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé

unique au capital social de 25.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 808 541 304, pour une valeur globale de 378.446 euros ; et,

- (iv) la totalité des 500 actions ordinaires de la société AB RETAILING d'une valeur nominale de 10 euros chacune qu'elle détient et qui représentent la totalité des actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 5.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 824 305 528, pour une valeur globale de 6.867.095 euros ;

Suivant la décision de l'associé unique en date du 7 juin 2017, sur la base du rapport du Commissaire aux apports en date du 30 mai 2017 déposé au Greffe du Tribunal de commerce le 30 mai 2017 et du récépissé de dépôt délivré par ledit Greffe en date du 30 mai 2017, l'associé unique a approuvé ledit apport, sa valorisation et sa rémunération, soit une rémunération de 29.963.905 actions ordinaires nouvelles de la Société d'une valeur nominale d'un (1) euro valorisées ensemble à 29.963.905 euros, et a constaté la réalisation de l'augmentation de capital y afférente, d'un montant nominal de 29.963.905 euros, l'écart entre le montant de l'apport et la valeur nominale des actions nouvelles attribuées à l'Apporteur, soit 0,98 euro sera porté en prime d'apport.

Aux termes de décisions en date du 7 juin 2017, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société par apports en numéraire, d'un montant nominal et d'un montant total de 9.830.000 euros et sans prime d'émission. Le capital a été porté de 29.964.905 euros à 39.794.905 euros, par émission au pair de 9.830.000 ADP 2017-1 nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune."

L'Article 7 des statuts de la Société est, en conséquence, modifié comme suit :

"Article 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 39.794.905 euros. Il est divisé en 39.794.905 actions toutes de 1 euro de valeur nominale chacune, libérées intégralement, réparties comme suit :

- 29.964.905 actions ordinaires ; et,
- 9.830.000 ADP 2017-1."

La présente décision est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

DECISION N°13

(Augmentation de capital par apports en numéraire d'un montant nominal de 170.000 euros sans prime d'émission, par émission au pair de 170.000 actions ordinaires nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription)

La collectivité des associés, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions extraordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président,
- du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur le projet d'augmentation de capital par apports en numéraire par émission d'actions ordinaires nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription,
- après avoir constaté que le capital social de la Société est entièrement libéré,

En conséquence, de l'adoption de la Décision n°9, de la Décision n°10, de la Décision n°11 et de la Décision n°12 ci-dessus,

Décide sous réserve de l'adoption de la Décision n°14 relative à la suppression du droit préférentiel de souscription de l'associé unique, d'augmenter le capital social d'un montant nominal total de 170.000 euros, sans prime d'émission pour le porter de 39.794.905 euros à 39.964.905 euros, par la création et l'émission de 170.000 actions ordinaires nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune, émises au pair,

Décide que les 170.000 actions ordinaires nouvelles seront créées à compter de la date de la réalisation de l'augmentation de capital et seront, dès leur création, assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés ; elles donneront droit aux dividendes dont la distribution pourrait être décidée à compter de leur émission,

Décide que la souscription sera ouverte à compter de ce jour et jusqu'au 15 juin 2017 inclus et que ce délai de souscription pourra être clos par anticipation dès que l'augmentation de capital aura été souscrite en totalité,

Décide que la souscription sera constatée par la remise à la Société le 15 juin 2017 au plus tard de bulletins de souscription datés et signés par les souscripteurs, adressés à la Société soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par lettre remise en main propre au Président de la Société ou à un mandataire habilité contre décharge,

Décide que les fonds provenant de la souscription seront déposés auprès de la banque HSBC, sur le compte bancaire "augmentation de capital" ouvert à cet effet au nom de la Société,

Décide que les actions ordinaires nouvelles seront libérées en totalité en numéraire à leur souscription,

Décide que les actions ordinaires nouvelles seront créées avec jouissance au 1er jour de l'exercice en cours et que, pour le surplus, elles seront, dès leur création, soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions sociales,

Confère au Président tous pouvoirs à l'effet de (i) recueillir la souscription en numéraire aux actions ordinaires nouvelles, recevoir les versements, le cas échéant, et en faire le dépôt auprès de la banque dépositaire des fonds, (ii) obtenir du dépositaire des fonds, selon le cas, le certificat attestant la libération des actions ordinaires nouvelles à souscrire et libérées en numéraire, et, (iii) plus généralement, accomplir tous actes, toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires.

La présente décision est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

DECISION N°14

(Suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes ou de catégories de personnes dénommées au titre de l'augmentation de capital objet de la Décision n°13)

La collectivité des associés, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions extraordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président ;
- du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur le projet d'augmentation de capital par apports en numéraire par émission d'actions ordinaires nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription,

En conséquence de la Décision n°13 ci-dessus,

Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription résultant de l'article L.225-132 du Code de commerce, et de réserver la souscription des 170.000 actions ordinaires nouvelles émises en application de décision précédente, au profit des personnes suivantes et dans les proportions décrites ci-dessous :

Identité des souscripteurs	Nombre d'actions ordinaires à souscrire	Montant total de la souscription
Monsieur Vincent di Nino demeurant à 28 rue Pasteur – 91380 Chilly-Mazarin	70.000	70.000 €
Monsieur Tachung Tsering demeurant à 111, rue Cambronne – 75015 Paris	75.000	75.000 €
Monsieur Olivier Courbet demeurant à 1 rue des Rios – 91700 Villiers sur Orge	25.000	25.000 €
Total	170.000	170.000 €

En conséquence, la collectivité des associés décide que le délai de souscription se trouvera clos par anticipation dès que l'augmentation de capital aura été intégralement souscrite par les souscripteurs ci-dessus visés.

La séance est suspendue pour permettre :

- (i) **à Messieurs Vincent di Nino, Tachung Tsering et Olivier Courbet de souscrire en numéraire les 170.000 actions ordinaires nouvelles ;**
- (ii) **à la banque HSBC de délivrer, à réception des fonds, l'attestation de dépôts des fonds constatant la souscription susvisée.**

Puis la séance reprend.

EXTRAIT

DÉCISION N°15

(Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital objet de la Décision n°13 et de la Décision n°14)

La collectivité des associés, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions extraordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président,

En conséquence de la souscription des 170.000 actions ordinaires nouvelles conformément à la Décision n°13 et à la Décision n°14 qui précèdent, et prenant acte de l'attestation de dépôts des fonds correspondant établie par la banque **HSBC**,

Constate que les 170.000 actions ordinaires nouvelles sont intégralement souscrites et libérées,

Constate en conséquence, que l'augmentation de capital de la Société, d'un montant nominal total de 170.000 euros, sans prime d'émission, par émission par la Société de 170.000 actions ordinaires nouvelles, visée dans la Décision n°13 et dans la Décision n°14 est définitivement réalisée,

En conséquence de la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant total de 170.000 euros, sans prime d'émission, par émission au pair par la Société de 170.000 actions ordinaires nouvellement émises sur le registre des mouvements de titres et le report de cette inscription sur les comptes individuels d'associés des souscripteurs, la collectivité des associés décide que la séance se poursuivra en présence de Messieurs Vincent di Nino, Tachung Tsering et Olivier Courbet en leur qualité de nouveaux associés.

La séance reprend, incluant Messieurs Vincent di Nino, Tachung Tsering et Olivier Courbet, nouveaux associés.

EXTRAIT

DECISIONS N°16

(Modifications corrélatives de la première page des statuts de la Société ainsi que des dispositions de l'Article 6 et de l'Article 7 desdits statuts)

La collectivité des associés, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions extraordinaires, après avoir pris connaissance :

– du rapport du Président,

Et, en conséquence de l'adoption de la Décision n°13, de la Décision n°14 et de la Décision n°15,

Décide de modifier la première page des statuts de la Société ainsi que les dispositions de l'Article 6 et de l'Article 7 desdits statuts,

La première page des statuts est, en conséquence, modifiée comme suit :

"AB HOLDING COMPAGNY
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 39.964.905 euros
Siège social : 22, avenue de l'Opéra 75001 Paris

STATUTS

Mis à jour par décision de l'associé unique et de la collectivité des associés en date du 7 juin 2017"

L'Article 6 des statuts de la Société est, en conséquence, modifié comme suit :

"Article 6 : FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution, il a été fait apport d'une somme de 1.000 euros libérée intégralement.

Cette somme de 1.000 euros a été déposée dès avant la constitution sur un compte ouvert auprès de la banque au nom de la Société en formation, ainsi qu'en atteste le certificat établi par ladite banque.

Suivant le contrat d'apport en nature conclu entre la Société et son associé unique, la société FINANCIERE AB MANAGMENT, le 10 mai 2017, ladite société FINANCIERE AB MANAGMENT a fait apport à la Société de :

- (i) 369 actions ordinaires de la société AB TRADING d'une valeur nominale de 1.000 euros chacune qu'elle détient sur les 500 actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 500.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001



Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 433 504 230, pour une valeur globale de 16.999.615,98 euros ;

- (ii) la totalité des 500 actions ordinaires de la société AB BRANDING DEVELOPMENT d'une valeur nominale de 50 euros chacune qu'elle détient et qui représentent la totalité des actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 25.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 529 893 042, pour une valeur globale de 5.718.749 euros ;
- (iii) la totalité des 500 actions ordinaires de la société AB SOURCING d'une valeur nominale de 50 euros chacune qu'elle détient et qui représentent la totalité des actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 25.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 808 541 304, pour une valeur globale de 378.446 euros ; et,
- (iv) la totalité des 500 actions ordinaires de la société AB RETAILING d'une valeur nominale de 10 euros chacune qu'elle détient et qui représentent la totalité des actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 5.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 824 305 528, pour une valeur globale de 6.867.095 euros ;

Suivant la décision de l'associé unique en date du 7 juin 2017, sur la base du rapport du Commissaire aux apports en date du 30 mai 2017 déposé au Greffe du Tribunal de commerce le 30 mai 2017 et du récépissé de dépôt délivré par ledit Greffe en date du 30 mai 2017, l'associé unique a approuvé ledit apport, sa valorisation et sa rémunération, soit une rémunération de 29.963.905 actions ordinaires nouvelles de la Société d'une valeur nominale d'un (1) euro valorisées ensemble à 29.963.905 euros, et a constaté la réalisation de l'augmentation de capital y afférente, d'un montant nominal de 29.963.905 euros, l'écart entre le montant de l'apport et la valeur nominale des actions nouvelles attribuées à l'Apporteur, soit 0,98 euro sera porté en prime d'apport .

Aux termes de décisions en date du 7 juin 2017, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société par apports en numéraire, d'un montant nominal et d'un montant total de 9.830.000 euros et sans prime d'émission. Le capital a été porté de 29.964.905 euros à 39.794.905 euros, par émission au pair de 9.830.000 ADP 2017-1 nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune.

Aux termes de décisions en date du 7 juin 2017, la collectivité des associés a décidé d'augmenter le capital social de la Société par apports en numéraire, d'un montant nominal et d'un montant total de 170.000 euros. Le capital a été porté de 39.794.905 euros à 39.964.905 euros, par émission au pair de 170.000 actions ordinaires nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune."

L'Article 7 des statuts de la Société est, en conséquence, modifié comme suit :

"Article 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 39.964.905 euros. Il est divisé en 39.964.905 actions toutes de 1 euro de valeur nominale chacune, libérées intégralement, réparties comme suit :

- 30.134.905 actions ordinaires ; et,
- 9.830.000 ADP 2017-1."

La présente décision est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

DECISION N°17

(Confirmation du mandat du Président de la Société, modifications des conditions de sa révocation et de l'Article 14.1 des statuts de la Société y afférent)

La collectivité des associés, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions ordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président,
- des statuts constitutifs de la Société,

Prend acte que la société FINANCIERE AB MANAGMENT a été nommée au mandat de Président de la Société dans les statuts constitutifs de la Société signés le 30 novembre 2016 et ce, pour une durée indéterminée,

Décide de confirmer le mandat de Président octroyé à la société FINANCIERE AB MANAGMENT pour une durée indéterminée,

Prend acte à cet égard que la société FINANCIERE AB MANAGMENT est, à ce titre, investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances et représente la Société à l'égard des tiers,

Décide par ailleurs de supprimer la nécessité d'un juste motif pour révoquer le Président de la Société, les autres modalités de révocation demeurant inchangées,

Décide en conséquence de modifier l'Article 14.1 des statuts de la Société comme suit :

"Article 14 : PRESIDENT

14.1 Nomination

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par décision collective ordinaire des associés qui peuvent le révoquer à tout moment par décision collective extraordinaire, le Président ayant la qualité d'associé pouvant prendre part au vote.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, elle est tenue de désigner un représentant permanent.

Les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président peut cumuler son mandat avec un contrat de travail."

Décide que le reste de l'Article 14 demeure inchangé.

La présente décision est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

DECISION N°18

(Limitation des pouvoirs internes du Président de la Société)

La collectivité des associés, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Président,

Décide, sous réserve de l'adoption de la Décision n°20 et de la Décision n°21 ci-dessous, que le Président sera, dans ses relations internes à la Société, sous la surveillance du Comité Stratégique et devra soit obtenir l'autorisation préalable du Comité Stratégique soit le consulter pour un certain nombre de décisions, tel qu'elles sont exposées dans le cadre de la Décision n°20 et de la Décision n°21 ci-dessous.

La présente décision est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

DECISION N°20

(Création d'un Comité Stratégique, ajout corrélativement des nouveaux Articles 17, 18 et 19 dans les statuts, modification de la numérotation des Articles subséquents des statuts, modifications corrélatives de l'Article 15, de l'Article 16, de l'Article 20, de l'Article 22 (anciennement Article 19), de l'Article 23 (anciennement Article 20) et de l'Article 24 (anciennement Article 21) des statuts de la Société)

La collectivité des associés, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions extraordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président,

En conséquence de l'adoption de la Décision n°18 ci-dessus,

Décide de créer un Comité Stratégique principalement chargé d'opérer un contrôle sur la gouvernance de la Société,

Décide que le Comité Stratégique comprendra au maximum trois (3) membres, personnes physiques ou morales, et possiblement, un censeur,

Décide que les membres et le censeur du Comité Stratégique seront nommés sans limitation de durée, par décision de la collectivité des associés prise à la majorité simple des voix des associés, conformément aux statuts de la Société,

Décide que les membres du Comité Stratégique seront révocables à tout moment par décision collective des associés statuant dans les conditions de majorité des décisions ordinaires, sans qu'il soit nécessaire de justifier sa décision,

Décide qu'en cas de cessation des fonctions de l'un des membres ou du censeur du Comité Stratégique, pour quelque raison que ce soit, il sera procédé sans délai à son remplacement par décision collective des associés statuant dans les conditions de majorité des décisions ordinaires,

Décide que le président du Comité Stratégique est choisi parmi les membres du Comité Stratégique,

Décide que les membres du Comité Stratégique ne recevront aucune rémunération dans l'exercice de leurs fonctions de membre du Comité Stratégique,

Décide que le Comité Stratégique fonctionnera comme suit :

Le Comité Stratégique devra se réunir aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par trimestre. De surcroît, le Comité Stratégique se réunira dès qu'une Décision Importante (telle que définie ci-après) ou qu'une décision soumise à la consultation préalable ou aux observations du Comité Stratégique devra être adoptée par ou au sein de la Société ou d'une filiale de la Société.

Le président du Comité Stratégique et/ou tout membre du Comité Stratégique pourra, à tout moment, convoquer une réunion du Comité Stratégique, par tout moyen (y compris par courrier électronique si tous les membres y consentent). Ladite convocation devra intervenir, par écrit (y compris par courrier électronique), quinze (15) jours avant la date de la réunion ou tout autre délai si tous les membres du Comité Stratégique y consentent ou en cas d'urgence justifiée par le président du Comité Stratégique ou la personne ayant convoqué le Comité Stratégique.

La convocation indiquera les modalités de la réunion ainsi que l'ordre du jour, à laquelle seront joints, le cas échéant, les informations et documents nécessaires à la prise de décision.

Les réunions du Comité Stratégique pourront s'effectuer dans le cadre de réunion physique, par consultation écrite, courrier électronique, conférence téléphonique, visioconférence ou tout moyen de communication à distance ou encore par tout acte sous seing privé.

Le Comité Stratégique ne pourra valablement délibérer que si la majorité des membres sont présents ou représentés, y compris par conférence téléphonique ou visioconférence.

Chaque membre du Comité Stratégique disposera d'une voix lors de la prise de décision. Le Comité Stratégique délibérera à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de vote égalitaire, le président du Comité Stratégique disposera d'une voix prépondérante.

Les délibérations du Comité Stratégique feront l'objet d'un procès-verbal, établi par un des membres du Comité Stratégique présent à la réunion, dans les meilleurs délais à l'issue des délibérations.

Les autres membres du Comité Stratégique disposeront d'un délai de quinze (15) jours à compter de sa communication par le membre l'ayant établi pour formuler tous commentaires sur le procès-verbal.

A défaut de commentaire pendant ce délai, le procès-verbal sera réputé approuvé. En cas de commentaires dans le délai de quinze (15) jours, le procès-verbal sera approuvé dans les meilleurs délais par signature tournante et, au plus tard, lors du Comité Stratégique suivant.

Une fois approuvé, le procès-verbal de délibération du Comité Stratégique est signé par la majorité des membres du Comité Stratégique présents ou représentés, ainsi que, le cas échéant, par le censeur, et retranscrit dans le registre spécial des délibérations du Comité Stratégique.

Le censeur sera systématiquement invité à participer, sans voix délibérative, aux réunions du Comité Stratégique.

Une personne qualifiée sans voix délibérative, ne présentant pas de conflit d'intérêt potentiel, pourra être invitée à chaque réunion du Comité Stratégique, avec l'accord des autres membres qui ne pourra être refusé sans juste motif.

Un membre du Comité Stratégique qui ne pourra pas participer à une réunion pourra se faire représenter par un autre membre ou par toute autre personne de son choix, dont l'identité aura été approuvée par les autres membres, sous réserve que cette personne soit soumise à un engagement de confidentialité.

Le mandat devra avoir été donné par écrit préalablement à la réunion.

Décide que le Comité Stratégique sera investi des pouvoirs suivants :

Aucune des décisions visées ci-dessous, ni aucune mesure conduisant en pratique aux mêmes conséquences que celles d'une des décisions suivantes, ne pourront être prises par le Président de la Société, le ou les Directeurs Généraux ou Directeur(s) Général(aux) Délégué(s) ou l'associé unique ou la collectivité des associés selon le cas, sans avoir été préalablement soumises, selon le cas, à l'accord ou au contrôle du Comité Stratégique.

1. Décisions Importantes soumises à l'accord préalable du Comité Stratégique

Les décisions suivantes (les "**Décisions Importantes**") relatives à la Société et ses filiales, et toute mesure conduisant en pratique aux mêmes conséquences que celles résultant de l'une des décisions suivantes, seront soumises à l'accord préalable du Comité Stratégique, statuant à la majorité simple de ses membres présents ou représentés, incluant le vote favorable du membre représentant les titulaires d'ADP 2017-1 :

- (i) modifications des statuts affectant de manière défavorable les droits des associés titulaires d'ADP 2017-1 ;
- (ii) conclusion ou modification de conventions réglementées définies à l'article L227-10 du Code de commerce ainsi que la conclusion ou la modification de toutes conventions impliquant des parties liées aux associés de la Société ou aux dirigeants de la Société ou de ses filiales ;
- (iii) modification de la rémunération directe ou indirecte du Président de la Société et des personnes clés de la Société et de ses filiales, dont la rémunération brute annuelle est supérieure à 65.000 euros ;
- (iv) nomination et révocation des personnes clés de la Société, ou de ses filiales, dont la rémunération brute annuelle est supérieure à 65.000 euros ;
- (v) toute émission dilutive nouvelle, entraînant un changement de Contrôle de la Société (en ce compris tout changement de contrôle conférant à un Tiers plus de 33% du capital ou des droits de vote de la Société) ou, plus généralement, toute opération affectant immédiatement ou à terme le capital ou l'actionnariat, fusion, scission, apport ou autres opérations similaires ;
- (vi) toute opération de partenariats capitalistiques, joint-ventures ou autres opérations similaires ;
- (vii) toute opération de croissance externe ;
- (viii) toute cession ou acquisition d'actifs, souscription de tout engagement ou charge d'une valeur unitaire ou cumulative (sur 12 mois consécutifs) supérieure à 500.000 euros, et tout transfert de titres que la Société et/ou la (les) filiale(s) détiennent ou détiendra(ont) dans leurs filiales respectives ;
- (ix) toute souscription d'engagement financier, d'endettement et/ou octroi de sûretés ou garanties portant sur des actifs de la Société, ou de ses filiales ou des titres des filiales, à hauteur d'un montant unitaire ou cumulatif (sur 12 mois consécutifs) supérieur à 500.000 euros ;
- (x) tout prêt ou avance consenti au profit d'un tiers excepté les avances consenties dans le cours normal des affaires (ex : avances sur travaux), excédant un montant unitaire ou cumulatif (sur 12 mois consécutifs) de 50.000 euros ;

- (xi) l'exercice par la Société ou toute filiale de la Société de toute activité différente ou nouvelle par rapport à l'activité de la Société ou des filiales, ou tout changement d'orientation stratégique significatif des activités de la Société ou de ses filiales et toute création ou cessation d'une branche d'activité au sein de la Société, ou de ses filiales ;
- (xii) toute proposition de distribution de dividendes par la Société d'un montant supérieur à 650.000 euros par an ;
- (xiii) toute opération relative aux marques "FINSBURY The Smart Shoes" ou "FINSBURY" et aux droits de propriété intellectuelle, en ce compris notamment tout transfert ou accord octroyant des droits sur lesdits droits ; et
- (xiv) l'admission des titres de la Société aux négociations sur un marché réglementé ou une bourse de valeurs.

2 Décisions soumises à la consultation préalable pour information et observations du Comité Stratégique

- (i) toute décision d'arrêté des comptes de la Société ou de ses filiales ;
- (ii) toute décision d'approbation et de modification du budget annuel,
- (iii) toute décision de mise en réserve (y compris toutes primes d'émission), de report à nouveau de bénéfices ou de distribution de dividendes (y compris les acomptes) par la Société et toute filiale, sous réserve des stipulations visées au 1 (xii) ci-dessus ;
- (iv) toute modification des principes et méthodes comptables ;
- (v) toute cession ou acquisition d'actifs, souscription de tout engagement ou charge d'une valeur comprise entre 100.000 euros et 500.000 euros.

Décide, en conséquence, d'ajouter aux statuts de la Société, les Articles 17, 18 et 19 nouveaux rédigés comme suit :

"Article 17 : COMITE STRATEGIQUE

La Société comporte un Comité Stratégique principalement chargé d'opérer un contrôle sur la gouvernance de la Société.

Le Comité Stratégique comprend au maximum trois (3) membres, personnes physiques ou morales, et possiblement, un censeur.

Les membres et le censeur du Comité Stratégique sont nommés sans limitation de durée, par décision de la collectivité des associés prise selon les conditions de majorité fixées à l'article 23.3.

Les membres du Comité Stratégique sont révocables à tout moment par décision collective des associés statuant dans les conditions de majorité fixées à l'article 23.3.

En cas de cessation des fonctions de l'un des membres ou du censeur du Comité Stratégique, pour quelque raison que ce soit, il sera procédé sans délai à son remplacement par décision collective des associés statuant dans les conditions de majorité fixées à l'article 23.3.

Handwritten mark

Le président du Comité Stratégique est choisi parmi les membres du Comité Stratégique.

Les membres du Comité Stratégique ne recevront aucune rémunération dans l'exercice de leurs fonctions de membre du Comité Stratégique.

Article 18 : FONCTIONNEMENT DU COMITE STRATEGIQUE

Le Comité Stratégique devra se réunir aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par trimestre. De surcroît, le Comité Stratégique se réunira dès qu'une Décision Importante (telle que définie à l'Article 19.1 ci-après) ou qu'une décision visée à l'Article 19.2 devra être adoptée par ou au sein de la Société ou d'une filiale de la Société.

Le président du Comité Stratégique et/ou tout membre du Comité Stratégique pourra, à tout moment, convoquer une réunion du Comité Stratégique, par tout moyen (y compris par courrier électronique si tous les membres y consentent). Ladite convocation devra intervenir, par écrit (y compris par courrier électronique), quinze (15) jours avant la date de la réunion ou tout autre délai si tous les membres du Comité Stratégique y consentent ou en cas d'urgence justifiée par le président du Comité Stratégique ou la personne ayant convoqué le Comité Stratégique.

La convocation indiquera les modalités de la réunion ainsi que l'ordre du jour, à laquelle seront joints les informations et documents nécessaires à la prise de décision.

Les réunions du Comité Stratégique pourront s'effectuer dans le cadre de réunion physique, par consultation écrite, courrier électronique, conférence téléphonique, visioconférence ou tout moyen de communication à distance ou encore par tout acte sous seing privé.

Le Comité Stratégique ne pourra valablement délibérer que si la majorité des membres sont présents ou représentés, y compris par conférence téléphonique ou visioconférence.

Chaque membre du Comité Stratégique disposera d'une voix lors de la prise de décision. Le Comité Stratégique délibérera à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de vote égalitaire, le président du Comité Stratégique disposera d'une voix prépondérante.

Les délibérations du Comité Stratégique feront l'objet d'un procès-verbal, établi par un des membres du Comité Stratégique présent à la réunion, dans les meilleurs délais à l'issue des délibérations.

Les autres membres du Comité Stratégique disposeront d'un délai de quinze (15) jours à compter de sa communication par le membre l'ayant établi pour formuler tous commentaires sur le procès-verbal.

A défaut de commentaire pendant ce délai, le procès-verbal sera réputé approuvé. En cas de commentaires dans le délai de quinze (15) jours, le procès-verbal sera approuvé dans les meilleurs délais par signature tournante et, au plus tard, lors du Comité Stratégique suivant.

Une fois approuvé, le procès-verbal de délibération du Comité Stratégique est signé par la majorité des membres du Comité Stratégique présents ou représentés, ainsi que, le cas échéant, par le censeur, et retranscrit dans le registre spécial des délibérations du Comité Stratégique.

Le censeur sera systématiquement invité à participer, sans voix délibérative, aux réunions du Comité Stratégique.

Une personne qualifiée sans voix délibérative, ne présentant pas de conflit d'intérêt potentiel, pourra être invitée à chaque réunion du Comité Stratégique, avec l'accord des autres membres qui ne pourra être refusé sans juste motif.

Un membre du Comité Stratégique qui ne pourra pas participer à une réunion pourra se faire représenter par un autre membre ou par toute autre personne de son choix, dont l'identité aura été approuvée par les autres membres, sous réserve que cette personne soit soumise à un engagement de confidentialité.

Le mandat devra avoir été donné par écrit préalablement à la réunion.

Article 19 : POUVOIRS DU COMITE STRATEGIQUE

Aucune des décisions visées ci-dessous, ni aucune mesure conduisant en pratique aux mêmes conséquences que celles d'une des décisions suivantes, ne pourront être prises par le Président de la Société, le ou les Directeurs Généraux ou Directeur(s) Général(aux) Délégué(s) ou l'associé unique ou la collectivité des associés selon le cas, sans avoir été préalablement soumises, selon le cas, à l'accord ou au contrôle du Comité Stratégique.

19.1 Décisions Importantes soumises à l'accord préalable du Comité Stratégique

Les décisions suivantes (les "**Décisions Importantes**") relatives à la Société et ses filiales, et toute mesure conduisant en pratique aux mêmes conséquences que celles résultant de l'une des décisions suivantes, seront soumises à l'accord préalable du Comité Stratégique, statuant à la majorité simple de ses membres présents ou représentés, incluant le vote favorable du membre représentant les titulaires d'ADP 2017-1 :

- (i) modifications des statuts affectant de manière défavorable les droits des associés titulaires d'ADP 2017-1 ;
- (ii) conclusion ou modification de conventions réglementées définies à l'article L227-10 du Code de commerce ainsi que la conclusion ou la modification de toutes conventions impliquant des parties liées aux associés de la Société ou aux dirigeants de la Société ou de ses filiales ;
- (iii) modification de la rémunération directe ou indirecte du Président de la Société et des personnes clés de la Société et de ses filiales, dont la rémunération brute annuelle est supérieure à 65.000 euros ;
- (iv) nomination et révocation des personnes clés de la Société, ou de ses filiales, dont la rémunération brute annuelle est supérieure à 65.000 euros ;
- (v) toute émission dilutive nouvelle, entraînant un changement de Contrôle de la Société (en ce compris tout changement de contrôle conférant à un Tiers plus de 33% du capital ou des droits de vote de la Société) ou, plus généralement, toute opération affectant immédiatement ou à terme le capital ou l'actionnariat, fusion, scission, apport ou autres opérations similaires ;
- (vi) toute opération de partenariats capitalistiques, joint-ventures ou autres opérations similaires ;
- (vii) toute opération de croissance externe ;
- (viii) toute cession ou acquisition d'actifs, souscription de tout engagement ou charge d'une valeur unitaire ou cumulative (sur 12 mois consécutifs) supérieure à 500.000 euros, et tout transfert de titres que la Société et/ou la (les) filiale(s) détiennent ou détiendra(ont) dans leurs filiales respectives ;
- (ix) toute souscription d'engagement financier, d'endettement et/ou octroi de sûretés ou garanties portant sur des actifs de la Société, ou de ses filiales ou des titres des filiales, à hauteur d'un montant unitaire ou cumulatif (sur 12 mois consécutifs) supérieur à 500.000 euros ;
- (x) tout prêt ou avance consenti au profit d'un tiers excepté les avances consenties dans le cours normal des affaires (ex : avances sur travaux), excédant un montant unitaire ou cumulatif (sur 12 mois consécutifs) de 50.000 euros ;

- (xi) l'exercice par la Société ou toute filiale de la Société de toute activité différente ou nouvelle par rapport à l'activité de la Société ou des filiales, ou tout changement d'orientation stratégique significatif des activités de la Société ou de ses filiales et toute création ou cessation d'une branche d'activité au sein de la Société, ou de ses filiales ;
- (xii) toute proposition de distribution de dividendes par la Société d'un montant supérieur à 650.000 euros par an ;
- (xiii) toute opération relative aux marques "FINSBURY The Smart Shoes" ou "FINSBURY" et aux droits de propriété intellectuelle, en ce compris notamment tout transfert ou accord octroyant des droits sur lesdits droits ; et
- (xiv) l'admission des titres de la Société aux négociations sur un marché réglementé ou une bourse de valeurs.

19.2 Décisions soumises à la consultation préalable pour information et observations du Comité Stratégique

- (i) toute décision d'arrêté des comptes de la Société ou de ses filiales ;
- (ii) toute décision d'approbation et de modification du budget annuel,
- (iii) toute décision de mise en réserve (y compris toutes primes d'émission), de report à nouveau de bénéfices ou de distribution de dividendes (y compris les acomptes) par la Société et toute filiale, sous réserve des stipulations visées au 19.1 (xii) ci-dessus ;
- (iv) toute modification des principes et méthodes comptables ;
- (v) toute cession ou acquisition d'actifs, souscription de tout engagement ou charge d'une valeur comprise entre 100.000 euros et 500.000 euros.

Décide de modifier la numérotation des Articles subséquents des statuts de la Société pour tenir compte de l'ajout d'Articles effectué, de sorte que les Articles 17 à 37 avant cet ajout passent de 20 à 40,

Décide de modifier l'Article 15 des statuts intitulé "Pouvoirs du Président", comme suit :

"Article 15 : POUVOIRS DU PRESIDENT

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social, à l'exception des pouvoirs qui relèvent de la compétence exclusive des associés ou qui pourraient être dévolus à un autre organe en vertu des dispositions statutaires.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

Le Président présente à l'associé unique ou à la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé un rapport de gestion dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Nonobstant ce qui précède, dans ses relations internes à la Société, le Président de la Société devra obtenir l'accord préalable du Comité Stratégique ou consulter préalablement

le Comité Stratégique, selon le cas, pour toute décision de Président lui incombant conformément aux dispositions des Articles 19.1 et 19.2 ci-dessous respectivement.

Décide de modifier l'Article 16 des statuts intitulé "Rémunération du Président", comme suit :

"Article 16 : Rémunération du Président

Sous réserve des stipulations de l'Article 19 la rémunération du Président est déterminée par décision collective ordinaire. "

Décide de modifier l'Article 20 des statuts intitulé "Conventions entre la Société et ses dirigeants ou associés", comme suit :

"Article 20 : Conventions entre la Société et ses dirigeants ou associés

Sans préjudice des stipulations de l'Article 19, les conventions qui peuvent être passées entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à celle prévue par la loi, ou une société contrôlant cet associé dans le sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce, sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales doivent être communiquées au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, sauf lorsqu'elles ne sont significatives pour aucune des parties. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société, lorsqu'il s'agit de personnes physiques."

Décide de modifier l'Article 22 (anciennement 19 avant ajout des nouveaux Articles 17 à 19) des statuts intitulé "Compétence des Associés", comme suit :

"Article 22 : COMPETENCE DES ASSOCIES

Les décisions suivantes ne peuvent être prises que par une décision collective des associés :

- Modifications statutaires sauf disposition contraire des présents statuts ;
- Modification du capital social, augmentation, réduction, amortissement ;
- Fusion, scission, modification de la durée de la Société, dissolution ainsi que toutes les règles relatives à la liquidation ;
- Transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- Nomination des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;

15

- Nomination, révocation et rémunération du Président et des autres dirigeants.

Dans ses ou leurs relations internes à la Société, l'associé unique ou la collectivité des associés devra obtenir l'accord préalable du Comité Stratégique ou consulter préalablement le Comité Stratégique, selon le cas, pour toute décision relevant de décision d'associé unique ou de la collectivité des associés lui ou leur incombant conformément aux dispositions des Articles 19.1 et 19.2 ci-dessus respectivement.

La collectivité des associés est consultée au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice."

Décide de modifier l'Article 23 (anciennement 20 avant ajout des nouveaux Articles 17 à 19) des statuts intitulé "Typologie des décisions", comme suit :

"Article 23 : TYPOLOGIE DES DECISIONS

23.1 Décisions collectives ordinaires

Les décisions collectives ordinaires sont celles qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

23.2 Décisions collectives extraordinaires

Les décisions collectives extraordinaires sont celles qui peuvent modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment de la révocation du Président, la transformation de la Société en société d'une autre forme, civile ou commerciale, l'augmentation ou la réduction de capital, la fusion, la scission, la dissolution de la Société. Elles ne peuvent toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

23.3 Décisions collectives extraordinaires exigeant une majorité des droits de vote d'au moins 95% :

- Toute modification des stipulations statutaires relatives au Comité Stratégique ; et/ou
- Toute décision de nomination ou de révocation des membres du Comité Stratégique, y compris les censeurs.

23.4 Décisions collectives extraordinaires exigeant l'unanimité des voix des associés

Toutefois, ne pourront être modifiées qu'à l'unanimité des voix des associés, les clauses statutaires relatives à :

- l'inaliénabilité des actions ;
- l'agrément lors des cessions d'actions ;
- l'exclusion d'un associé ;
- la suspension des droits de vote d'un associé dont le Contrôle est modifié.

En outre, toutes décisions visant à augmenter les engagements des associés ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.

Pour les décisions requérant l'unanimité des voix des associés, les représentants du

comité d'entreprise pourront au plus tard 5 jours avant la date de l'assemblée réunie sur première convocation ou de la décision de l'associé unique faire part au Président de leurs observations, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise en main propre contre signature. Ces observations seront, le cas échéant, communiquées à l'associé unique ou à la collectivité des associés au plus tard la veille de la date de l'assemblée réunie sur première convocation ou de la décision de l'associé unique le cas échéant. "

Décide de modifier l'Article 24 (anciennement 21 avant ajout des nouveaux Articles 17 à 19) des statuts intitulé "Quorum et vote", comme suit :

"Article 24 : QUORUM ET VOTE

Les règles de quorum et de majorité applicables sont celles applicables à l'assemblée générale ordinaire et à l'assemblée générale extraordinaire des sociétés anonymes.

Par dérogation, les décisions collectives extraordinaires mentionnées à l'article 23.3 des présentes ne seront valablement adoptées qu'en cas de vote favorable des associés représentant au moins 95% des droits de vote de la Société.

En outre, les décisions collectives extraordinaires visées à l'article 23.4 seront prises à l'unanimité des voix des associés.

Tout associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée ou les associés. "

La présente décision est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

DECISION N°21

(Nomination des premiers membres du Comité Stratégique et d'un censeur)

La collectivité des associés, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions ordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président,
- des statuts de la Société mis à jour dans le cadre des Décisions précédentes ci-dessus,

En conséquence de l'adoption de la Décision n°20 ci-dessus,

Décide de nommer, en tant que premiers membres du Comité Stratégique :

- **Bpifrance Investissement**, société par actions simplifiée au capital de 20.000.000 d'euros, dont le siège social est sis 27-31, avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons Alfort et immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro d'identification unique 433 975 224,

Représentée par Monsieur Nicolas Parpex, né le 3 mars 1980 à St Cyr l'Ecole, de nationalité française, demeurant 6-8 boulevard Haussmann, 75009 Paris c/o Bpifrance Investissement,

- **Monsieur Arnaud Bruillon**, né le 15 novembre 1974 à St Denis (93200), de nationalité française, demeurant à Sucy en Brie (94370) 34 route de Marolles,

B

- **Madame Jacqueline da Silva, épouse Bruillon**, née le 5 avril 1972 à Lagny Sur Marne (77), de nationalité française, demeurant à Sucy en Brie (94370) 34 route de Marolles,

A compter de la date des présentes et ce pour une durée indéterminée conformément aux dispositions statutaires,

Décide que conformément aux dispositions statutaires, les membres du Comité Stratégique ne seront pas rémunérés au titre de leurs fonctions,

Décide que les membres du Comité Stratégique auront les pouvoirs qui leur sont attribués dans les statuts de la Société ainsi que, le cas échéant, dans tout acte extrastatutaire,

Prend acte que Bpifrance Investissement, Monsieur Arnaud Bruillon, Madame Jacqueline da Silva, épouse Bruillon, ont d'ores et déjà déclaré ne faire l'objet d'aucune interdiction ni incompatibilité pour exercer lesdites fonctions et déclaré accepter lesdites fonctions,

Décide de nommer, en tant que censeur au sein du Comité Stratégique :

- **ALLIANCE ENTREPRENDRE** représentée par **Monsieur Antoine Bodet**, né le 1^{er} octobre 1973 à Cholet (49300), de nationalité française, demeurant 33 avenue de Saxe 75007 Paris,

A compter de la date des présentes et ce pour une durée indéterminée conformément aux dispositions statutaires,

Décide que conformément aux dispositions statutaires, le censeur ne sera pas rémunéré au titre de ses fonctions,

Prend acte que ALLIANCE ENTREPRENDRE a d'ores et déjà déclaré ne faire l'objet d'aucune interdiction ni incompatibilité pour exercer lesdites fonctions et déclaré accepter lesdites fonctions,

La présente décision est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

DECISION N°22

(Autorisation à conférer au Président à l'effet d'attribuer gratuitement des actions en vertu des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce)

La collectivité des associés, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions extraordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président,
- du rapport spécial du Commissaire aux comptes y afférent,

En conséquence de l'adoption des Décisions précédentes, conformément aux dispositions légales en vigueur,

Autorise le Président à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions ordinaires existantes ou à émettre par la Société, au profit des membres du personnel salarié de la Société, ou de certaines catégories d'entre eux, et de ses mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1, II du Code de Commerce, ainsi qu'au profit des membres du personnel salarié des sociétés ou groupements d'intérêt économique dont la Société détiendrait au moins 10% du capital ou des droits de vote à la date d'attribution des actions concernées (les "**Bénéficiaires**"),

Délègue au Président le soin de déterminer l'identité des Bénéficiaires des attributions, le nombre d'actions susceptibles d'être attribuées gratuitement à chacun d'eux, ainsi que les conditions et les critères d'attribution de ces actions,

Décide que le nombre total d'actions ordinaires attribuées ne pourra excéder 1,48% du capital de la Société à ce jour une base entièrement diluée, soit 600.000 actions ordinaires, sous réserve d'éventuels ajustements aux fins de maintenir les droits des attributaires,

Décide que l'attribution desdites actions à leurs Bénéficiaires sera définitive, sous réserve de remplir les conditions ou critères éventuellement fixés par le Président, au terme d'une durée d'au moins 1 an (la "**Période d'Acquisition**") et que la durée minimale de l'obligation de conservation (la "**Période de Conservation**") des actions par les Bénéficiaires soit d'au minimum 1 an à compter de la date à laquelle leur attribution sera devenue définitive,

Décide que les durées de la Période d'Acquisition et de la Période de Conservation seront fixées par le Président dans les limites susvisées,

Délègue tous pouvoirs au Président pour mettre en œuvre la présente autorisation, et l'autorise à augmenter corrélativement, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, le capital social d'un montant nominal qui ne pourra excéder 600.000 euros, soit 1,48% du capital social sur une base entièrement diluée représentant à la date des présentes 600.000 actions ordinaires nouvelles, par prélèvement sur les réserves disponibles de la Société à l'expiration de la Période d'Acquisition de ces actions gratuites rendant leur attribution définitive, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résulteront le cas échéant, procéder à la modification corrélatrice des statuts et aux formalités consécutives,

Constate que l'autorisation d'attribuer gratuitement les actions, emporte renonciation automatique des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription au profit des Bénéficiaires des actions attribuées gratuitement, l'augmentation correspondante étant définitivement réalisée du seul fait de l'attribution définitive des actions à leurs Bénéficiaires,

Autorise le Président à faire tout ce qui sera nécessaire, notamment en ce qui concerne la mise en place de mesures destinées à préserver les droits des Bénéficiaires en procédant à l'ajustement du nombre d'actions attribuées gratuitement en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la Société qui modifieraient le nombre initial de titres attribués,

Fixe à trente-huit (38) mois à compter de ce jour la durée de validité de la présente délégation.

Prend acte que conformément aux dispositions légales en vigueur, les associés statuant sur les comptes annuels de chacun des exercices clos subséquents seront informés, dans un rapport spécial établi à cet effet par le Président des attributions d'actions gratuites effectuées en vertu de l'autorisation consentie sous la présente décision. Ce rapport devra contenir toutes les mentions visées à l'article L 225-197-4 du Code de commerce.

La présente décision est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

DECISION N°23

(Précisions quant aux Articles 13.2, 14.2, 21, 26 et 40 des statuts de la Société concernant respectivement (i) les cessions d'actions, (ii) la durée des fonctions du Président (iii) les commissaires aux comptes, (iv) la convocation et réunion des Assemblées Générales et (v) la nomination du premier président et des premiers commissaires aux comptes)

La collectivité des associés, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour

les décisions extraordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président,
- des statuts de la Société tels que mis à jour,

Prend acte que l'Article 13.2 desdits statuts dispose que les actions sont librement cessibles entre associés ou au profit de tiers,

Prend acte également que les associés concluent également ce jour, à l'issue des présentes décisions, un pacte d'associés concernant la Société et que le Pacte régira les cessions d'actions et de titres de la Société faites entre associés et/ou à des tiers,

Confirme en tant que de besoin que les conditions régissant les cessions d'actions et de titres prévues par le Pacte n'entrent pas en conflits avec les dispositions de l'Article 13.2 susvisées, le Pacte venant régir, en plus des statuts, les relations entre associés,

Décide, en conséquence, afin d'éviter toute ambiguïté et risque de conflit, de modifier l'Article 13.2 des statuts comme suit :

"ARTICLE 13 : CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

13.1 Propriété des actions

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires dans le registre des mouvements de titres tenu à cet effet au siège social. Lorsque les actions sont démembrées elles sont inscrites en compte au nom du nu-propriétaire avec mention de l'identité de l'usufruitier.

13.2 Cession des actions

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres. Cette opération ne s'effectue que sous la réserve du respect des dispositions légales et statutaires.

Les actions sont librement cessibles entre associés ou au profit de tiers sauf stipulations autres qui seraient prévues par un acte extrastatutaire. Elles sont négociables dans les délais fixés au paragraphe suivant.

En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci. "

Prend acte que l'Article 14.2 desdits statuts stipule que le Président est nommé pour une durée illimitée,

Décide, aux fins de préciser les modalités de fixation de la durée des fonctions du Président de la Société, de modifier en conséquence l'Article 14.2 des statuts comme suit :

"ARTICLE 14.2 : DUREE DES FONCTIONS DU PRESIDENT"

Sauf décision contraire de la collectivité des associés, le Président est nommé pour une durée illimitée.

Prend acte que le cinquième paragraphe de l'Article 21 des statuts de la Société stipule qu'un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de

15

refus, d'empêchement, de démission, de décès ou de relèvement sont désignés également par décision de l'associé unique ou par une décision collective ordinaire des associés.

Décide de supprimer le cinquième paragraphe susmentionné de l'Article 21 des statuts comme suit (les autres paragraphes restent inchangés).

"ARTICLE 21 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes au moins est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la Société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des trois critères suivants : total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice.

Lorsque ces seuils ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes est facultative, mais elle peut être imposée par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce à la demande d'un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Elle sera également obligatoire si la Société contrôle, au sens des II et III de l'article L. 233-16 du Code de commerce, une ou plusieurs sociétés ou est contrôlée, au sens des mêmes II et III, par une ou plusieurs sociétés.

Les commissaires aux comptes sont nommés par décision de l'associé unique ou par une décision collective ordinaire des associés, pour une durée de six exercices ; ils exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

La Société n'est plus tenue d'avoir un commissaire aux comptes dès lors qu'elle n'a plus rempli les conditions prévues au premier alinéa du présent article pendant les deux exercices précédant l'expiration du mandat du commissaire aux comptes.

Les Commissaires aux comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Commissaires aux Comptes."

Prend acte que le paragraphe premier de l'Article 26 des statuts de la Société stipule que les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le Président ou, en cas de carence du Président, par un ou plusieurs associés représentant au moins le quart du capital social. En outre, le commissaire aux comptes peut, le cas échéant, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des associés,

Prend acte que le troisième paragraphe de l'Article 26 des statuts de la Société stipule que les assemblées peuvent avoir lieu au siège social de la Société ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger,

Décide de modifier les paragraphes susmentionnés de l'Article 26 des statuts comme suit (les autres paragraphes restent inchangés) :

"ARTICLE 26 : CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le Président ou, par un ou plusieurs associés représentant au moins 20% du capital social de la Société. En outre, le commissaire aux comptes peut, le cas échéant, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des associés.

Les assemblées peuvent avoir lieu au siège social de la Société ou en tout autre lieu d'un département limitrophe au siège social de la Société indiqué dans la convocation."

Prend acte du changement de siège social de Financière AB Managment,

Décide, en conséquence, de mettre à jour l'Article 40.1 des statuts comme suit (les autres paragraphes restent inchangés).

"40.1. NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

- **Financière AB Managment**, société à responsabilité limitée au capital de 4.000.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra 75001 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 530 294 461, représentée par Monsieur Arnaud Bruillon, en sa qualité de gérant,

est nommée en qualité de Président pour une durée illimitée.

Financière AB Managment accepte lesdites fonctions et déclare qu'elle satisfait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice du mandat de Président."

La présente décision est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

DECISION N°25

(Pouvoirs pour les formalités légales)

La collectivité des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions collectives extraordinaires, confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir et/ou de faire procéder à toute publicité légale, toutes formalités de dépôt, toutes formalités d'inscriptions modificatives au Registre du Commerce et des Sociétés du Greffe du Tribunal de commerce compétent et, plus généralement, à toutes formalités légales.

La présente décision est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

copie certifiée conforme.


DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 21-08-2017

N° DE DEPOT : 2017R086177

N° GESTION : 2016B27631

N° SIREN : 824303275

DENOMINATION : AB HOLDING COMPAGNY

ADRESSE : 22 avenue de l'Opéra 75001 Paris

DATE D'ACTE : 07-06-2017

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

AB HOLDING COMPAGNY

Société par Actions Simplifiée
Au capital de 39.964.905 euros
Siège social : 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris

STATUTS

Mis à jour par décision de l'associé unique et de la collectivité des associés
en date du 7 juin 2017

POUR COPIE CONFORME
Le Président,


La soussignée :

Société FINANCIERE AB MANAGMENT,

Société à responsabilité limitée au capital de 4.000.000 €

Siège social est situé 22, avenue de l'Opéra 75001 PARIS

Immatriculée au RCS de Paris sous le n° 530 294 461

Représentée par Monsieur Arnaud Bruillon, en sa qualité de gérant,

a établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par Actions Simplifiée.

TITRE I - FORME - DÉNOMINATION - OBJET - SIÈGE – DURÉE

Article 1 : FORME

Cette Société est régie par les présents statuts, par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables aux sociétés par actions simplifiées et, le cas échéant, par celles applicables aux sociétés anonymes dans la mesure où elles sont compatibles avec les règles particulières régissant les sociétés par actions simplifiées.

La Société continuera son exploitation de la même manière avec un ou plusieurs associés.

La Société ne peut en aucun cas procéder à une offre au public sous sa forme actuelle.

Article 2 : DÉNOMINATION

La dénomination sociale est : **AB HOLDING COMPAGNY**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que du numéro SIREN suivi de la mention RCS et du nom de la ville où se trouve le greffe d'immatriculation.

Article 3 : OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France ou à l'étranger :

- la détention et la prise de participations directes ou indirectes, par tous moyens, dans le capital de sociétés, groupements ou entités juridiques de tout type, la constitution et le contrôle de filiales, la gestion et la disposition de ses détentions et participations et de tous autres instruments financiers et/ou titres de placement que la Société pourrait détenir ;
 - toutes prestations de services et notamment en matière de recherche, de développement, de marketing, de promotion, administrative, financière, comptable et informatique, pour le compte de ses filiales et de toutes entités dans lesquelles elle détient une part d'intérêt ;
 - la prise en location gérance ou l'acquisition de tous fonds de commerce ou d'industrie ;
 - toutes opérations commerciales dans les domaines susvisés ;
- à cet effet, la Société pourra accomplir toutes opérations industrielles, commerciales,

financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou à tout objet similaire ou connexe, et notamment tous emprunts ainsi que l'exploitation, l'achat, la prise en location, la cession de tous brevets d'invention et certificats d'addition ou d'utilité, de toutes marques de fabrique et de commerce, licences, procédés, dessins, modèles, et tous autres droits de propriété industrielle.

Article 4 : SIEGE SOCIAL – SUCCURSALES

Le siège de la Société est fixé : **22, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.**

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Président, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire des associés. Tout autre transfert résulte d'une décision collective des associés.

En cas de transfert par le Président, celui-ci est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Article 5 : DUREE - EXERCICE SOCIAL

5.1 Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

5.2 Exercice Social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Exceptionnellement le premier exercice social commence à compter de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés et se clôture le **31 décembre 2017**. Les actes accomplis pour le compte de la Société pendant la période de constitution et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

TITRE II - CAPITAL – ACTIONS

Article 6 : FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution, il a été fait apport d'une somme de 1.000 euros libérée intégralement.

Cette somme de 1.000 euros a été déposée dès avant la constitution sur un compte ouvert auprès de la banque au nom de la Société en formation, ainsi qu'en atteste le certificat établi par ladite banque.

Suivant le contrat d'apport en nature conclu entre la Société et son associé unique, la société FINANCIERE AB MANAGMENT, le 10 mai 2017, ladite société FINANCIERE AB MANAGMENT a fait apport à la Société de :

- (i) 369 actions ordinaires de la société AB TRADING d'une valeur nominale de 1.000 euros chacune qu'elle détient sur les 500 actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 500.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de

Paris sous le numéro d'identification unique 433 504 230, pour une valeur globale de 16.999.615,98 euros ;

- (ii) la totalité des 500 actions ordinaires de la société AB BRANDING DEVELOPMENT d'une valeur nominale de 50 euros chacune qu'elle détient et qui représentent la totalité des actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 25.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 529 893 042, pour une valeur globale de 5.718.749 euros ;
- (iii) la totalité des 500 actions ordinaires de la société AB SOURCING d'une valeur nominale de 50 euros chacune qu'elle détient et qui représentent la totalité des actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 25.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 808 541 304, pour une valeur globale de 378.446 euros ; et,
- (iv) la totalité des 500 actions ordinaires de la société AB RETAILING d'une valeur nominale de 10 euros chacune qu'elle détient et qui représentent la totalité des actions composant le capital social de ladite société laquelle est une société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 5.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro d'identification unique 824 305 528, pour une valeur globale de 6.867.095 euros ;

Suivant la décision de l'associé unique en date du 7 juin 2017, sur la base du rapport du Commissaire aux apports en date du 30 mai 2017 déposé au Greffe du Tribunal de commerce le 30 mai 2017 et du récépissé de dépôt délivré par ledit Greffe en date du 30 mai 2017, l'associé unique a approuvé ledit apport, sa valorisation et sa rémunération, soit une rémunération de 29.963.905 actions ordinaires nouvelles de la Société d'une valeur nominale d'un (1) euro valorisées ensemble à 29.963.905 euros, et a constaté la réalisation de l'augmentation de capital y afférente, d'un montant nominal de 29.963.905 euros, l'écart entre le montant de l'apport et la valeur nominale des actions nouvelles attribuées à l'Apporteur, soit 0,98 euro, sera porté en prime d'apport.

Aux termes de décisions en date du 7 juin 2017, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société par apports en numéraire, d'un montant nominal et d'un montant total de 9.830.000 euros et sans prime d'émission. Le capital a été porté de 29.964.905 euros à 39.794.905 euros, par émission au pair de 9.830.000 ADP 2017-1 nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune.

Aux termes de décisions en date du 7 juin 2017, la collectivité des associés a décidé d'augmenter le capital social de la Société par apports en numéraire, d'un montant nominal et d'un montant total de 170.000 euros. Le capital a été porté de 39.794.905 euros à 39.964.905 euros, par émission au pair de 170.000 actions ordinaires nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune.

Article 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 39.964.905 euros. Il est divisé en 39.964.905 actions toutes de 1 euro de valeur nominale chacune, libérées intégralement, réparties comme suit :

- 30.134.905 actions ordinaires ; et,
- 9.830.000 ADP 2017-1.

Article 8 : MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté ou réduit par tous moyens et selon toutes modalités autorisées par la loi, par décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues à l'Article 22 : , sur rapport du Président de la Société.

Les associés peuvent déléguer au Président de la Société les pouvoirs ou la compétence nécessaire à la réalisation de l'augmentation ou de la réduction de capital.

Article 9 : LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être libérées dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 10 : FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 11 : INDIVISIBILITE DES ACTIONS

11.1 Indivision

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés lors des décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

11.2 Usufruit

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier lors des décisions collectives d'approbation des comptes à savoir, l'approbation des comptes, l'affectation des résultats et le quitus aux dirigeants, les autres décisions sont de la compétence du nu-propriétaire. Cependant, le nu-propriétaire et l'usufruitier peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors des décisions collectives. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée avec accusé d'avis de réception adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective qui serait prise après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.



11.3 Droit d'information

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

Article 12 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

12.1 Droits et obligations communs à toutes les actions

Toute action donnera droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente, sous réserve des droits spécifiques décrits ci-dessous.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives des associés ou assemblées générales d'associés, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés ou de l'associé unique, selon le cas.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions, pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

12.2 Droits attachés aux ADP 2017-1

En plus des droits reconnus aux actions ordinaires, les ADP 2017-1 confèrent à leurs titulaires les droits complémentaires ci-dessous.

Les droits particuliers attachés aux ADP 2017-1 sont attachés à leurs titulaires et ne bénéficieront donc pas aux titulaires successifs desdites ADP 2017-1. Par exception à ce qui précède, les droits particuliers attachés aux ADP 2017-1 bénéficieront à tout titulaire d'ADP 2017-1 bénéficiant d'un transfert d'ADP 2017-1 si celui-ci est (i) déjà porteur d'ADP 2017-1, ou (ii) un Affilié d'un porteur d'ADP 2017-1.

12.2.1 Principe de répartition du Montant à Répartir

Dans les cas où la Société ferait l'objet d'une Fusion, d'une Liquidation, Distribution ou d'une Cession (désignées ensemble comme l'"Opération" et tels que ces termes sont définis en Annexe A), par principe, le Montant à Répartir sera réparti, entre les différentes classes et catégories d'actions de la Société, au prorata de la participation de chaque associé participant à l'Opération, et ce quelle que soit la catégorie des actions détenues.

Par exception à ce qui précède, dans le cas d'une Opération, entraînant le transfert de plus de 50% des actions composant le capital de la Société, toutes catégories d'actions confondues, incluant le transfert de la totalité des ADP 2017-1 (que celle-ci soit réalisée immédiatement ou à terme, en une ou plusieurs fois), dans le cadre de laquelle, le Montant à Répartir ne permettrait pas – en cas de répartition effectuée au prorata de la participation de chaque associé participant à l'Opération - aux titulaires d'ADP 2017-1 de percevoir un montant par ADP 2017-1 au moins égal à la Préférence (l'"**Opération Qualifiée**"), les associés conviennent de procéder à une répartition inégalitaire du Montant à Répartir selon les règles ci-après (les "**Règles de Répartition Préférentielle**") :

12.2.2 Règles de répartition préférentielle

- a) En cas de survenance d'une Opération Qualifiée, le Montant à Répartir sera réparti, entre les différentes classes et catégories d'actions de la Société, tel qu'il suit :
 - (i) tout d'abord, 5% du Montant à Répartir sera réparti entre tous les associés participant à l'Opération, au prorata de la participation de chaque associé dans le capital de la Société, et ce quelle que soit la catégorie des actions détenues ;
 - (ii) puis, le solde du Montant à Répartir sera attribué prioritairement aux titulaires d'ADP 2017-1 au prorata du nombre d'ADP 2017-1 qu'ils détiennent et jusqu'à hauteur, pour chaque ADP 2017-1, de la Préférence (déduction faite, pour les titulaires d'ADP 2017-1, des sommes perçues par eux dans le cadre du (i) ci-dessus) ;
 - (iii) puis, si le Montant à Répartir n'est pas épuisé, le solde du Montant à Répartir, après paiement des sommes mentionnées au (i) et au (ii) ci-dessus, sera réparti entre les associés titulaires d'actions ordinaires participant à l'Opération, au prorata du nombre d'actions ordinaires qu'ils détiennent.
- b) Il est précisé en tant que de besoin que, dans l'hypothèse où le Montant à Répartir se composerait, pour partie d'une contrepartie en numéraire et, pour partie d'un échange de titres, la contrepartie en numéraire sera, à chaque étape de répartition, prioritairement attribuée aux titulaires d'ADP 2017-1, selon les Règles de Répartition Préférentielle susmentionnées.

12.2.3 Application des Règles de Répartition Préférentielle en cas de Fusion constitutive d'une Opération Qualifiée (une "**Fusion Qualifiée**")

En cas de Fusion Qualifiée, les actions devant être émises par l'entité absorbante en rémunération de l'apport du patrimoine de la Société et attribuées aux associés (les "**Actions Nouvelles**") seront réparties entre les associés par application des Règles de Répartition



Préférentielle. Le Montant à Répartir sera dans ce cas égal au nombre total d'Actions Nouvelles multiplié par la valeur réelle de ces Actions Nouvelles, ainsi qu'indiqué ci-dessous.

La valeur des actions de la Société et des Actions Nouvelles ainsi que la parité de fusion devront être déterminées par l'organe qui autorisera la Fusion Qualifiée, lequel pourra recourir à une expertise indépendante.

Afin de donner son plein effet au présent paragraphe, le traité de fusion devra, pour être approuvé, inclure les stipulations nécessaires pour que les Actions Nouvelles soient réparties entre les associés comme il est prévu au présent paragraphe.

Il est précisé que la Fusion Qualifiée de la Société devra être approuvée par les titulaires d'ADP 2017-1 dans les conditions prévues par la loi.

Il est en outre précisé que les stipulations du présent paragraphe s'appliqueront *mutatis mutandis* en cas de scission de la Société et/ou en cas de Cession Qualifiée par apport des titres de la Société.

12.2.4 Application des Règles de Répartition Préférentielles en cas de Liquidation constitutive d'une Opération Qualifiée (une "**Liquidation Qualifiée**")

Dans le cas d'une Liquidation Qualifiée, le Montant à Répartir sera égal au montant de toute distribution réalisée au profit des associés (remboursement du nominal des actions et répartition du boni de liquidation).

Dans ce cas, les sommes distribuées sont réparties entre les associés par application des Règles de Répartition Préférentielle, le montant distribué constituant le Montant à Répartir au sens du présent paragraphe.

Il est en outre précisé que les stipulations du présent paragraphe s'appliqueront *mutatis mutandis* en cas de Distribution Qualifiée.

12.2.5 Application des Règles de Répartition Préférentielles en cas de Cession constitutive d'une Opération Qualifiée (une "**Cession Qualifiée**")

En cas de Cession Qualifiée de la Société, le Montant à Répartir sera égal au montant du prix de cession versé par le ou les Tiers acquéreur(s) au profit des associés.

Dans ce cas, les sommes versées sont réparties entre les associés par application des Règles de Répartition Préférentielle, le montant versé constituant le Montant à Répartir au sens du présent paragraphe.

Article 13 : CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

13.1 Propriété des actions

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires dans le registre des mouvements de titres tenu à cet effet au siège social. Lorsque

les actions sont démembrées elles sont inscrites en compte au nom du nu-propriétaire avec mention de l'identité de l'usufruitier.

13.2 Cession des actions

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres. Cette opération ne s'effectue que sous la réserve du respect des dispositions légales et statutaires.

Les actions sont librement cessibles entre associés ou au profit de tiers sauf stipulations autres qui seraient prévues par un acte extrastatutaire. Elles sont négociables dans les délais fixés au paragraphe suivant.

En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

TITRE III - DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

Article 14 : PRÉSIDENT

14.1 Nomination

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par décision collective ordinaire des associés qui peuvent le révoquer à tout moment par décision collective extraordinaire, le Président ayant la qualité d'associé pouvant prendre part au vote.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, elle est tenue de désigner un représentant permanent.

Les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président peut cumuler son mandat avec un contrat de travail.

14.2 Durée des fonctions du Président

Sauf décision contraire de la collectivité des associés, le Président est nommé pour une durée illimitée.

14.3 Cessation des fonctions

Les fonctions de Président prennent fin soit :

- par l'arrivée du terme de son mandat ;
- par la démission, celle-ci pouvant intervenir à tout moment ;



- par la disparition de la personnalité morale de la société nommée Président, quelle qu'en soit la cause : dissolution, suivie de liquidation, absorption suite à une opération de fusion, scission ;
- par la révocation, celle-ci pouvant intervenir à tout moment sur décision collective extraordinaire des associés, le Président ayant la qualité d'associé pouvant prendre part au vote.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pour une durée supérieure à 30 jours dûment constaté par les associés, il est pourvu dans un délai de 15 jours à son remplacement par la collectivité des associés. Le Président par intérim ne demeure en fonction que jusqu'à la première de ces deux dates : (i) 15 jours suivants la fin de l'empêchement ou, (ii) pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

14.4 Exercice des droits du comité d'entreprise auprès du Président

Le Président est l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par les articles L.2323-62 à L.2323-67 du Code du Travail.

Article 15 : POUVOIRS DU PRESIDENT

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social, à l'exception des pouvoirs qui relèvent de la compétence exclusive des associés ou qui pourraient être dévolus à un autre organe en vertu des dispositions statutaires.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

Le Président présente à l'associé unique ou à la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé un rapport de gestion dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Nonobstant ce qui précède, dans ses relations internes à la Société, le Président de la Société devra obtenir l'accord préalable du Comité Stratégique ou consulter préalablement le Comité Stratégique, selon le cas, pour toute décision de Président lui incombant conformément aux dispositions des Articles 19.1 et 19.2 ci-dessous respectivement.

Article 16 : REMUNERATION DU PRESIDENT

Sous réserve des stipulations de l'Article 19 : la rémunération du Président est déterminée par décision collective ordinaire.

Article 17 : COMITE STRATEGIQUE

La Société comporte un Comité Stratégique principalement chargé d'opérer un contrôle sur la gouvernance de la Société.

Le Comité Stratégique comprend au maximum trois (3) membres, personnes physiques ou morales, et possiblement, un censeur.

Les membres et le censeur du Comité Stratégique sont nommés sans limitation de durée, par décision de la collectivité des associés prise dans les conditions de majorité fixées à l'article 23.3.

Les membres du Comité Stratégique sont révocables à tout moment par décision collective des associés statuant dans les conditions de majorité fixées à l'article 23.3, sans qu'il soit nécessaire de justifier la décision.

En cas de cessation des fonctions de l'un des membres ou du censeur du Comité Stratégique, pour quelque raison que ce soit, il sera procédé sans délai à son remplacement par décision collective des associés statuant dans les conditions de majorité fixées à l'article 23.3.

Le président du Comité Stratégique est choisi parmi les membres du Comité Stratégique.

Les membres du Comité Stratégique ne recevront aucune rémunération dans l'exercice de leurs fonctions de membre du Comité Stratégique.

Article 18 : FONCTIONNEMENT DU COMITE STRATEGIQUE

Le Comité Stratégique devra se réunir aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par trimestre. De surcroît, le Comité Stratégique se réunira dès qu'une Décision Importante (telle que définie à l'Article 19.1 ci-après) ou, qu'une décision visée à l'Article 19.2 devra être adoptée par ou au sein de la Société ou d'une filiale de la Société.

Le président du Comité Stratégique et/ou tout membre du Comité Stratégique pourra, à tout moment, convoquer une réunion du Comité Stratégique, par tout moyen (y compris par courrier électronique si tous les membres y consentent). Ladite convocation devra intervenir, par écrit (y compris par courrier électronique), quinze (15) jours avant la date de la réunion ou tout autre délai si tous les membres du Comité Stratégique y consentent ou en cas d'urgence justifiée par le président du Comité Stratégique ou la personne ayant convoqué le Comité Stratégique.

La convocation indiquera les modalités de la réunion ainsi que l'ordre du jour, à laquelle seront joints les informations et documents nécessaires à la prise de décision.

Les réunions du Comité Stratégique pourront s'effectuer dans le cadre de réunion physique, par consultation écrite, courrier électronique, conférence téléphonique, visioconférence ou tout moyen de communication à distance ou encore par tout acte sous seing privé.

Le Comité Stratégique ne pourra valablement délibérer que si la majorité des membres sont présents ou représentés, y compris par conférence téléphonique ou visioconférence.

Chaque membre du Comité Stratégique disposera d'une voix lors de la prise de décision. Le Comité Stratégique délibérera à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de vote égalitaire, le président du Comité Stratégique disposera d'une voix prépondérante.

Les délibérations du Comité Stratégique feront l'objet d'un procès-verbal, établi par un des membres du Comité Stratégique présent à la réunion, dans les meilleurs délais à l'issue des délibérations.

MS

Les autres membres du Comité Stratégique disposeront d'un délai de quinze (15) jours à compter de sa communication par le membre l'ayant établi pour formuler tous commentaires sur le procès-verbal.

A défaut de commentaire pendant ce délai, le procès-verbal sera réputé approuvé.

En cas de commentaires dans le délai de quinze (15) jours, le procès-verbal sera approuvé dans les meilleurs délais par signature tournante et, au plus tard, lors du Comité Stratégique suivant.

Une fois approuvé, le procès-verbal de délibération du Comité Stratégique est signé par la majorité des membres du Comité Stratégique présents ou représentés, ainsi que, le cas échéant, par le censeur, et retranscrit dans le registre spécial des délibérations du Comité Stratégique.

Le censeur sera systématiquement invité à participer, sans voix délibérative, aux réunions du Comité Stratégique.

Une personne qualifiée sans voix délibérative, ne présentant pas de conflit d'intérêt potentiel, pourra être invitée à chaque réunion du Comité Stratégique, avec l'accord des autres membres qui ne pourra être refusé sans juste motif.

Un membre du Comité Stratégique qui ne pourra pas participer à une réunion pourra se faire représenter par un autre membre ou par toute autre personne de son choix, dont l'identité aura été approuvée par les autres membres, sous réserve que cette personne soit soumise à un engagement de confidentialité.

Le mandat devra avoir été donné par écrit préalablement à la réunion.

Article 19 : POUVOIRS DU COMITE STRATEGIQUE

Aucune des décisions visées ci-dessous, ni aucune mesure conduisant en pratique aux mêmes conséquences que celles d'une des décisions suivantes, ne pourront être prises par le Président de la Société, le ou les Directeurs Généraux ou Directeur(s) Général(aux) Délégué(s) ou l'associé unique ou la collectivité des associés selon le cas, sans avoir été préalablement soumises, selon le cas, à l'accord ou au contrôle du Comité Stratégique.

19.1 Décisions Importantes soumises à l'accord préalable du Comité Stratégique

Les décisions suivantes (les "**Décisions Importantes**") relatives à la Société et ses filiales, et toute mesure conduisant en pratique aux mêmes conséquences que celles résultant de l'une des décisions suivantes, seront soumises à l'accord préalable du Comité Stratégique, statuant à la majorité simple de ses membres présents ou représentés, incluant le vote favorable du membre représentant les titulaires d'ADP 2017-1 :

- (i) modifications des statuts affectant de manière défavorable les droits des associés titulaires d'ADP 2017-1 ;
- (ii) conclusion ou modification de conventions réglementées définies à l'article L227-10 du Code de commerce ainsi que la conclusion ou la modification de toutes conventions impliquant des parties liées aux associés de la Société ou aux dirigeants de la Société ou de ses filiales ;

- (iii) modification de la rémunération directe ou indirecte du Président de la Société et des personnes clés de la Société et de ses filiales, dont la rémunération brute annuelle est supérieure à 65.000 euros ;
- (iv) nomination et révocation des personnes clés de la Société, ou de ses filiales, dont la rémunération brute annuelle est supérieure à 65.000 euros ;
- (v) toute émission dilutive nouvelle, entraînant un changement de Contrôle de la Société (en ce compris tout changement de contrôle conférant à un Tiers plus de 33% du capital ou des droits de vote de la société) ou, plus généralement, toute opération affectant immédiatement ou à terme le capital ou l'actionnariat, fusion, scission, apport ou autres opérations similaires ;
- (vi) toute opération de partenariats capitalistiques, joint-ventures ou autres opérations similaires ;
- (vii) toute opération de croissance externe ;
- (viii) toute cession ou acquisition d'actifs, souscription de tout engagement ou charge d'une valeur unitaire ou cumulative (sur 12 mois consécutifs) supérieure à 500.000 euros, et tout transfert de titres que la Société et/ou la (les) filiale(s) détien(nen)t ou détiendra(ont) dans leurs filiales respectives ;
- (ix) toute souscription d'engagement financier, d'endettement et/ou octroi de sûretés ou garanties portant sur des actifs de la Société, ou de ses filiales ou des titres des filiales, à hauteur d'un montant unitaire ou cumulatif (sur 12 mois consécutifs) supérieur à 500.000 euros ;
- (x) tout prêt ou avance consenti au profit d'un tiers excepté les avances consenties dans le cours normal des affaires (ex : avances sur travaux), excédant un montant unitaire ou cumulatif (sur 12 mois consécutifs) de 50.000 euros ;
- (xi) l'exercice par la Société ou toute filiale de la Société de toute activité différente ou nouvelle par rapport à l'activité de la Société ou des filiales, ou tout changement d'orientation stratégique significatif des activités de la Société ou de ses filiales et toute création ou cessation d'une branche d'activité au sein de la Société, ou de ses filiales ;
- (xii) toute proposition de distribution de dividendes par la Société d'un montant supérieur à 650.000 euros par an ;
- (xiii) toute opération relative aux marques "FINSBURY The Smart Shoes" ou "FINSBURY" et aux droits de propriété intellectuelle, en ce compris notamment tout transfert ou accord octroyant des droits sur lesdits droits ; et
- (xiv) l'admission des titres de la Société aux négociations sur un marché réglementé ou une bourse de valeurs.
- 19.2 Décisions soumises à la consultation préalable pour information et observations du Comité Stratégique
- (i) toute décision d'arrêté des comptes de la Société ou de ses filiales ;
- (ii) toute décision d'approbation et de modification du budget annuel,

- (iii) toute décision de mise en réserve (y compris toutes primes d'émission), de report à nouveau de bénéfices ou de distribution de dividendes (y compris les acomptes) par la Société et toute filiale, sous réserve des stipulations visées au 19.1 (xii) ci-dessus ;
- (iv) toute modification des principes et méthodes comptables ;
- (v) toute cession ou acquisition d'actifs, souscription de tout engagement ou charge d'une valeur comprise entre 100.000 euros et 500.000 euros.

Article 20 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

Sans préjudice des stipulations de l'Article 19 : les conventions qui peuvent être passées entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à celle prévue par la loi, ou une société contrôlant cet associé dans le sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce, sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales doivent être communiquées au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, sauf lorsqu'elles ne sont significatives pour aucune des parties. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société, lorsqu'il s'agit de personnes physiques.

Article 21 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes au moins est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la Société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des trois critères suivants : total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice.

Lorsque ces seuils ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes est facultative, mais elle peut être imposée par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce à la demande d'un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Elle sera également obligatoire si la Société contrôle, au sens des II et III de l'article L. 233-16 du Code de commerce, une ou plusieurs sociétés ou est contrôlée, au sens des mêmes II et III, par une ou plusieurs sociétés.

Les commissaires aux comptes sont nommés par décision de l'associé unique ou par une décision collective ordinaire des associés, pour une durée de six exercices ; ils exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

La Société n'est plus tenue d'avoir un commissaire aux comptes dès lors qu'elle n'a plus rempli les conditions prévues au premier alinéa du présent article pendant les deux exercices précédant l'expiration du mandat du commissaire aux comptes.

Les Commissaires aux comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

TITRE IV - DÉCISIONS COLLECTIVES

Article 22 : COMPETENCE DES ASSOCIES

Les décisions suivantes ne peuvent être prises que par une décision collective des associés :

- Modifications statutaires sauf disposition contraire des présents statuts ;
- Modification du capital social, augmentation, réduction, amortissement ;
- Fusion, scission, modification de la durée de la Société, dissolution ainsi que toutes les règles relatives à la liquidation ;
- Transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- Nomination des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;
- Nomination, révocation et rémunération du Président et des autres dirigeants.

Dans ses ou leurs relations internes à la Société, l'associé unique ou la collectivité des associés devra obtenir l'accord préalable du Comité Stratégique ou consulter préalablement le Comité Stratégique, selon le cas, pour toute décision relevant de décision d'associé unique ou de la collectivité des associés lui ou leur incombant conformément aux dispositions des Articles 19.1 et 19.2 ci-dessus respectivement.

La collectivité des associés est consultée au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Article 23 : TYPOLOGIE DES DECISIONS

23.1 Décisions collectives ordinaires

Les décisions collectives ordinaires sont celles qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

23.2 Décisions collectives extraordinaires

Les décisions collectives extraordinaires sont celles qui peuvent modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment de la révocation du Président, la transformation de la Société en société d'une autre forme, civile ou commerciale, l'augmentation ou la réduction de capital, la fusion, la scission, la dissolution de la Société. Elles ne peuvent toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

23.3 Décisions collectives extraordinaires exigeant une majorité des droits de vote d'au moins 95% :

- Toute modification des stipulations statutaires relatives au Comité Stratégique ; et/ou
- Toute décision de nomination ou de révocation des membres du Comité Stratégique y compris les censeurs.

23.4 Décisions collectives extraordinaires exigeant l'unanimité des voix des associés

Toutefois, ne pourront être modifiées qu'à l'unanimité des voix des associés, les clauses statutaires relatives à :

- l'inaliénabilité des actions ;
- l'agrément lors des cessions d'actions ;
- l'exclusion d'un associé ;
- la suspension des droits de vote d'un associé dont le Contrôle est modifié.

En outre, toutes décisions visant à augmenter les engagements des associés ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.

Pour les décisions requérant l'unanimité des voix des associés, les représentants du comité d'entreprise pourront au plus tard 5 jours avant la date de l'assemblée réunie sur première convocation ou de la décision de l'associé unique faire part au Président de leurs observations, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise en main propre contre signature. Ces observations seront, le cas échéant, communiquées à l'associé unique ou à la collectivité des associés au plus tard la veille de la date de l'assemblée réunie sur première convocation ou de la décision de l'associé unique le cas échéant.

Article 24 : QUORUM ET VOTE

Les règles de quorum et de majorité applicables sont celles applicables à l'assemblée générale ordinaire et à l'assemblée générale extraordinaire des sociétés anonymes.

Par dérogation, les décisions collectives extraordinaires mentionnées à l'article 23.3 des présentes ne seront valablement adoptées qu'en cas de vote favorable des associés représentant au moins 95% des droits de vote de la Société.

En outre, les décisions collectives extraordinaires visées à l'article 23.4 seront prises à l'unanimité des voix des associés.

Tout associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée ou les associés.

Article 25 : FORME DES DECISIONS

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix de l'auteur de la convocation, soit en assemblée générale, soit par consultation par correspondance, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Les décisions collectives obligent tous les associés, même absents.

Lorsque la Société a un associé unique, il se prononce sous la forme de décisions unilatérales écrites.

Article 26 : CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le Président ou, par un ou plusieurs associés représentant au moins 20% du capital social de la Société. En outre, le commissaire aux comptes peut, le cas échéant, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des associés.

Le comité d'entreprise représenté par un de ses membres peut, dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article L.2323-67, demander au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé la désignation d'un mandataire de justice chargé de convoquer l'assemblée des associés. L'ordonnance fixe l'ordre du jour.

Les assemblées peuvent avoir lieu au siège social de la Société ou en tout autre lieu d'un département limitrophe au siège social de la Société indiqué dans la convocation.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

La convocation est faite 8 jours avant la date de l'assemblée soit par tout moyen écrit, y compris par voie électronique. Toutefois, avec l'accord de tous les associés, la convocation peut être faite sans préavis.

Lorsque la Société a un associé unique, il se prononce sur convocation du Président ou directement de sa propre initiative. Dans cette dernière hypothèse l'associé unique devra en informer le Président avec un préavis de 8 jours sauf renonciation expresse de celui-ci. Le commissaire aux comptes devra le cas échéant également être informé dans les mêmes délais.

L'assemblée est présidée par le Président, ou en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'assemblée ou par l'auteur de la convocation. A défaut l'assemblée élit elle-même son Président. L'assemblée peut désigner un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les représentants du comité d'entreprise seront informés des décisions collectives ou des décisions de l'associé unique dans les mêmes délais et conditions que le ou les associé(s).

Article 27 : ORDRE DU JOUR



27.1 L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

27.2 Un ou plusieurs associés, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions fixées par la loi et les règlements applicables aux sociétés anonymes, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, 4 jours au moins avant la date de l'assemblée réunie sur première convocation, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

En application des dispositions des articles L. 2323-67 et R 2323-14 du Code du travail, le comité d'entreprise pourra solliciter du Président par lettre recommandée avec accusé de réception, l'inscription de résolutions à l'ordre du jour dans un délai de 25 jours avant la date de l'assemblée réunie sur première convocation ou de la décision de l'associé unique le cas échéant. Ces résolutions devront être portées par le Président à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale (ou décision de l'associé unique le cas échéant). Dans le délai de 5 jours à compter de la réception des projets de résolutions, le Président en accuse réception au représentant du comité d'entreprise par lettre recommandée ou par lettre remise en main propre contre signature.

27.3 L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

Article 28 : ADMISSION AUX ASSEMBLEES – POUVOIRS

27.1 Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom. Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Il peut être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de 7 jours.

27.2 Un associé peut se faire représenter par un autre associé ou un tiers justifiant d'un mandat.

Le pouvoir de représentation peut être valablement donné par tous moyens y compris par voie électronique au plus tard le jour de tenue de l'assemblée, avant l'ouverture de la réunion.

Article 29 : VOTE PAR CORRESPONDANCE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées, un formulaire de vote, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par tout moyen y compris par voie électronique.

Les associés doivent, dans un délai de 8 jours à compter de la date de réception des projets de résolution, émettre leur vote par correspondance. Toutefois les associés peuvent individuellement renoncer à ce délai.

Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "oui" ou par "non".

Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai minimal fixé ci-dessus, sera considéré comme s'étant abstenu. En cas de réponse mais lorsque qu'une résolution ne comporte pas d'indication de vote, le vote sera considéré comme conforme aux recommandations du rapport adressé à l'assemblée.

La décision est réputée prise à la date de réception du dernier formulaire de vote, ou à la date d'expiration du délai susmentionné si tous les formulaires n'ont pas été retournés à cette date.

Article 30 : DECISIONS PAR TELECONFERENCE TELEPHONIQUE OU AUDIOVISUELLE

Les associés peuvent également prendre leurs décisions par conférence téléphonique ou audiovisuelle. Dans ce cas la Société doit veiller à ce que des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant la retransmission des délibérations de façon continue soient mis à la disposition des associés, afin de leur permettre de participer aux réunions.

Les associés participant à la réunion des moyens de visioconférence ou de télécommunication sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les moyens de visioconférence ou de télécommunication utilisés doivent permettre de transmettre de manière fiable et simultanée au moins la voix des participants et doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective de chacun. Les délibérations doivent être retransmises de façon continue. Le Président de séance doit s'assurer de l'identité de chaque intervenant et procéder à la vérification du quorum. A défaut la réunion sera ajournée.

La feuille de présence doit mentionner, le cas échéant, la liste des associés ayant participé à la réunion par visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication.

Le procès-verbal doit indiquer le nom des associés ayant participé à la réunion par visioconférence ou par moyens de télécommunications. Il doit également faire état de la survenance éventuelle d'un incident technique relatif à une visioconférence ou par des moyens de télécommunication lorsque cet incident a perturbé le déroulement de la séance.

Article 31 : PROCES-VERBAUX

Procès-verbal d'assemblée générale - Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par le Président de la Société et, le cas échéant, par le président de séance. Une feuille de présence indiquant les nom et prénom ou raison sociale des associés présents et représentés, avec l'indication du nombre des actions détenues par chacun est également établie.

Le procès-verbal indique, la raison sociale de la Société, le mode de consultation, la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du Président, les documents et rapports soumis à l'assemblée et le résultat des votes.

Consultations écrites – visioconférence - En cas de consultation écrite, ou de consultation par visioconférence, il en est fait mention dans le procès-verbal et est annexée la réponse de chaque associé. Le procès verbal est établi et signé par le Président.

Registre des procès-verbaux - Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux cotés et paraphés, par le Tribunal de Commerce, dans la forme ordinaire et avec frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées.

Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Copies ou extraits des procès-verbaux - Les copies ou extraits de délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le Président ou par le secrétaire.

Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 32 : DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Les associés ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur applicables aux sociétés anonymes, qui leur assure l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la Société et à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

TITRE V - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Article 33 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social est défini à l'Article 5.

Article 34 : INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions des articles L. 123-12 et suivants du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont, le cas échéant, mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Article 35 : FIXATION - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs à la moitié du capital.

La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Toute Distribution aux associés sera, en cas de Distribution Qualifiée, répartie entre les associés, selon les Règles de Répartition Préférentielle, conformément aux stipulations des Articles 12.2.2 et 12.2.4 des présents statuts.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 36 : MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Lorsqu'elle statue sur les comptes de l'exercice, la collectivité des associés a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par la collectivité des associés.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite 3 ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les 5 ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL - TRANSFORMATION - DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 37 : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de demander aux associés statuant collectivement s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas décidée, le capital doit être dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal, ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

Dans tous les cas, la décision collective doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu se prononcer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 38 : DISSOLUTION – LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision collective extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision extraordinaire statuant aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives ordinaires ou, le cas échéant, par le Tribunal de commerce.

Sous réserve des restrictions prévues par la réglementation en vigueur, les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif de la Société et

d'éteindre son passif, ils pourront, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire, faire l'apport ou consentir la cession de la totalité des biens, droits, actions et obligations de la Société dissoute.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation après le règlement du passif est employé à rembourser complètement le capital libéré et non amorti des actions ; le surplus est réparti, en espèces ou en titres, entre les associés.

En cas de Liquidation Qualifiée, le produit de la liquidation disponible après extinction du passif et paiement des frais de liquidation et, plus généralement, après tout paiement prioritaire imposé par la loi et les règlements applicables est réparti, entre les associés, selon les Règles de Répartition Préférentielle, conformément aux stipulations des Articles 12.2.2 et 12.2.4 des présents statuts.

TITRE VI – CONTESTATIONS

Article 39 : CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, le Président et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social, et toutes assignations ou significations sont régulièrement notifiées à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations sont valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République, près le Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.

TITRE VII – CONSTITUTION

Article 40 : NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT ET DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

40.1. Nomination du premier Président

- **Financière AB Managment**, société à responsabilité limitée au capital de 4.000.000 euros, dont le siège social est situé 22, avenue de l'Opéra 75001 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 530 294 461, représentée par Monsieur Arnaud Bruillon, en sa qualité de gérant,

est nommée en qualité de Président pour une durée illimitée.

Financière AB Managment accepte lesdites fonctions et déclare qu'elle satisfait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice du mandat de Président.

40.2 Nomination des premiers Commissaires aux comptes

- **Exelmans Audit et Conseil**, société d'exercice libérale à responsabilité limitée au capital de 10.000 euros, dont le siège social est situé 21 rue de Téhéran, 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 482 026 739, est nommée commissaire aux comptes titulaire de la Société pour les 6 premiers exercices sociaux.
- **Monsieur Eric, Elie, Joseph Guedj**, né le 22 juin 1961 à Constantine (Algérie), de nationalité française, domicilié 21 rue de Téhéran 75008 Paris, est nommé commissaire aux comptes suppléant de la Société pour les 6 premiers exercices sociaux.

Les Commissaires aux comptes ont fait connaître à l'avance qu'ils accepteraient le mandat qui viendrait à leur être confié et ont déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice dudit mandat.

Pour FINANCIERE AB MANAGMENT

Mr Arnaud BRUILLON

Annexe A

Définitions

Actions Nouvelles	a le sens qui lui est donné au 12.2.3.
ADP 2017-1	désigne toute action de préférence 2017-1 émise le 7 juin 2017 par la Société.
Affilié	désigne toute entité ayant ou non la personnalité morale et, notamment, toute société ou tout fonds d'investissement, établissement de crédit ou autre de même nature : (i) dont le Contrôle est détenu, directement ou indirectement par l'un des associés et/ou par la société de gestion qui, aux termes d'un mandat de gestion en vigueur depuis 6 mois au moins, gère, directement ou par délégation de gestion, ou conseille, l'un des associés, (ii) qui détient, directement ou indirectement, le Contrôle de l'un des associés et/ou de la société de gestion qui, aux termes d'un mandat de gestion en vigueur depuis 6 mois au moins, gère, directement ou par délégation de gestion, ou conseille, l'un des associés, (iii) dont le Contrôle est détenu, directement ou indirectement, par l'entité qui elle-même détient, directement ou indirectement, le Contrôle dudit associé et/ou de la société de gestion qui, aux termes d'un mandat de gestion en vigueur depuis 6 mois au moins, gère, directement ou par délégation de gestion, ou conseille cet associé, (iv) qui est gérée ou conseillée, aux termes d'un mandat de gestion en vigueur depuis 6 mois au moins, par l'une des associés, et/ou (v) qui a la même société de gestion que ledit associé.
Augmentation de Capital ADP 2017-1	désigne l'augmentation de capital par émission d'ADP 2017-1 intervenue le 7 juin 2017.
Cession	désigne toute opération de transfert, en ce compris les cessions et apports, des titres de la Société au profit d'un ou plusieurs Tiers.
Cession Qualifiée	a le sens qui lui est donné à l'article 12.2.5.



Contrôle	désigne le contrôle d'une société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ainsi que la gestion d'un OPCVM, deux entités étant considérées se contrôlant lorsque soit l'une d'elles Contrôle l'autre soit les deux sont soumises au Contrôle direct ou indirect d'une même personne physique ou morale ou d'un même groupe de personnes physiques ou morales agissant de concert.
Distribution	désigne, toute distribution, réalisée par la Société au profit de ses associés.
Distribution(s) Qualifiée(s)	désigne, selon le cas, toute distribution, – réalisée en une ou plusieurs fois, portant sur plus de 50% des postes de réserves de la Société ou du poste « report à nouveau » de la Société et consécutive à la distribution au profit de la Société de plus de 50% des réserves ou des postes « reports à nouveau » (sur une base consolidée) des filiales de la Société, ou – consécutive à la cession ou au transfert de plus de 50% des actifs de la Société et/ou de ses filiales. Le terme Distribution visera également toute distribution ou produit de cession perçu dans le cadre de toute opération (i) de rachat par la Société de ses propres actions et/ou (ii) de réduction de capital de la Société non motivée par des pertes.
Fusion	désigne toute opération de fusion ou scission qui aboutirait à une absorption/disparition de la Société.
Fusion Qualifiée	a le sens qui lui est donné à l'article 12.2.3.
Liquidation	désigne toute liquidation de la Société, qu'elle soit amiable ou judiciaire.
Liquidation Qualifiée	a le sens qui lui est donné à l'article 12.2.4.
Opération	a le sens qui lui est donné au 12.2.1.
Opération Qualifiée	a le sens qui lui est donné au 12.2.1.
Montant à Répartir	sera égal au prix de cession ou à la contrepartie ou au produit total perçu par, ou destiné à, l'ensemble des associés ou titulaires d'actions (toutes catégories confondues) de la Société, et en rémunération, de l'Opération.

Préférence

désigne à une date "T" donnée, un montant égal à (A) la somme du prix de souscription payé pour la souscription des ADP 2017-1 émise à la date T, diminuée du montant des dividendes perçus par les titulaires d'ADP 2017-1, (B) divisée par le nombre total des ADP 2017-1 émises à la date T.

**Règles de
Préférentielle**

Répartition a le sens qui lui est donné au 12.2.2.

Tiers

désigne tout tiers non associé de la Société.

